



RAPPORT DE VOTE 2022

Ce rapport présente la façon dont nous avons mis en œuvre notre politique de vote et exercé nos droits de vote en 2022 pour le compte de nos clients. Il comprend également des statistiques détaillées sur nos votes.

1. Politique de vote aux assemblées générales.....	2
2. Principales modifications de notre politique de vote en 2022	2
3. Périmètre de vote pour 2022	3
4. Programme de prêts de titres	3
5. Statistiques de vote pour 2022	4
5.1 Répartition géographique	4
5.2 Résultats des votes	4
5.3 Opposition par type de résolutions	5
5.4 Résolutions d'actionnaires	7
6. Dialogue avec les émetteurs	8
6.1 Processus de dialogue avec les émetteurs	8
6.2 Evaluation du dialogue avec les émetteurs	9
6.3 Campagne d'engagement sur la diversité du conseil	9
6.4 Exemples de succès d'engagement.....	10
6.5 Incitation des émetteurs à la transparence environnementale et sociale	12
6.6 Promotion des principes de bonne gouvernance à travers le monde.....	12
6.7 Focus – Investissements solidaires.....	13
Annexe 1. Statistiques de la société de gestion BNPP AM France	14
Annexe 2: Résolutions environnementales et sociales.....	15
Annexe 3. Liste des engagements en 2022.....	30

Les émetteurs cités dans ce rapport sont mentionnés à titre d'information uniquement et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'investissement.



BNP PARIBAS
ASSET MANAGEMENT

**L'investisseur
durable d'un
monde qui change**

1. POLITIQUE DE VOTE AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

BNP Paribas Asset Management (BNPP AM) estime que la promotion de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise est une partie essentielle de nos responsabilités d'actionnaires. La gouvernance d'entreprise renvoie au système par lequel une société est dirigée et contrôlée. Cela concerne le fonctionnement de la direction, sa supervision et les mécanismes de contrôle, ainsi que la relation avec les parties prenantes. Une bonne gouvernance d'entreprise crée le cadre qui assure que la société est gérée dans l'intérêt à long terme des actionnaires. BNPP AM attend de toutes les sociétés dans lesquelles nous investissons de se conformer aux meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise.

Voter aux assemblées générales annuelles (AGM) constitue un élément important du dialogue avec les entreprises dans lesquelles nous investissons pour le compte de nos clients et fait partie intégrante des processus de gestion de BNPP AM. Nous nous engageons¹ à exercer le droit de vote rattaché aux valeurs détenues par les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), les Fonds d'Investissement Alternatifs (FIA), fonds d'investissement étrangers et mandats de gestion lorsque ceux-ci nous ont été délégués.

Notre Politique de Gouvernance et de Vote explique ce que nous attendons des sociétés cotées et la façon dont nous assumons nos responsabilités d'actionnaires. La politique énonce les grands principes de gouvernance d'entreprise que nous encourageons, notre processus de vote et se complète par un ensemble de lignes directrices mettant en avant, pour chaque type de résolutions, les « meilleures pratiques » ainsi que les situations pouvant aboutir à une opposition ou une abstention lors du vote de BNPP AM. Nous veillons à exercer notre droit de vote en prenant en considération les spécificités de l'entreprise.

Ce document est disponible sur notre site internet: <https://www.bnpparibas-am.com/fr/documentation-sustainability/>. Par ailleurs, l'intégralité de nos votes est publiquement disponible par émetteur et par résolution sur notre site internet².

2. PRINCIPALES MODIFICATIONS DE NOTRE POLITIQUE DE VOTE EN 2022

Chaque année, nous révisons notre Politique de Gouvernance et de Vote pour l'adapter aux pratiques actuelles du marché et aux défis relevant de la gouvernance d'entreprise et du développement durable. Notre Politique de Vote 2022 a renforcé le lien entre la pratique du vote et l'intégration ESG. Nous avons continué à sanctionner les émetteurs sur des sujets ESG tels que la non-publication de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), leur lobbying climatique ou encore le non-respect de notre Politique de Conduite Responsable des entreprises (RBC). Nous avons également renforcé nos attentes liées au climat et ajouté deux nouvelles priorités : la biodiversité et les faibles scores ESG.

Attentes liées au climat : Nous avons renforcé nos attentes à l'égard des entreprises identifiées comme les plus émettrices en gaz à effet de serre (GES) au monde. À la lumière de la crise climatique et de notre engagement à travers l'initiative [Net Zero Asset Manager \(NZAM\)](#), nous considérons qu'il est essentiel de renforcer nos attentes à l'égard des entreprises dans les secteurs-clés pour la réduction des émissions de GES mondiales. Nous attendons de ces entreprises qu'elles annoncent publiquement l'ambition d'atteindre zéro émissions nettes au plus tard d'ici 2050, étayées par des stratégies de décarbonation et des objectifs intermédiaires crédibles, conformément aux efforts mondiaux pour limiter le réchauffement à 1,5 degrés Celsius.

Attentes liées à la biodiversité : En lien avec notre [Feuille de route Biodiversité](#), nous attendons des sociétés qu'elles évaluent et rendent compte de leurs principaux impacts et dépendances à l'égard de la nature, en commençant par les entreprises issues de secteurs à fort impact, en priorité sur les problématiques de déforestation et liées à l'eau. Nous avons dans un premier temps ciblé les entreprises dont les activités ont des forts impacts sur la nature et qui n'ont pas participé aux questionnaires Eau et Forêts du CDP.

¹ En tenant compte des aspects techniques et réglementaires

² Détail de nos votes disponible (en anglais uniquement) ici : <https://vds.issgovernance.com/vds#/MTc3MQ==/>

Sociétés avec un faible score ESG : Dans la mesure où nous appliquons un système de notation ESG à toutes nos participations, nous sommes en mesure de nous opposer aux résolutions de sociétés dont la notation ESG est faible en l'absence d'amélioration de leurs pratiques. Nous avons cherché à dialoguer avec les entreprises qui ont obtenu de faibles scores dans notre système de notation, en particulier celles dans lesquelles nous avons des positions actives, et nous avons eu la possibilité de sanctionner certaines résolutions comme mesure d'escalade lorsqu'un tel dialogue a échoué.

Nous avons également inclus de nouveaux critères pour guider nos décisions de vote sur les propositions « Say-on-Climate » et renforcé nos attentes en ce qui concerne l'inclusion de conditions de performance ESG dans les politiques de rémunération des dirigeants, demandant leur intégration dans au moins une composante de la rémunération.

3. PERIMETRE DE VOTE POUR 2022

Chaque année, nous suivons le nombre total des actions avec droit de vote que nous gérons et nous établissons la proportion des votes exercés durant l'année en application de notre politique de vote. Notre processus de sélection des actions pour lesquelles nous exerçons des droits de vote vise à concentrer nos efforts sur des positions largement détenues sur nos actifs sous gestion, et de participer aux assemblées des actionnaires de sociétés dans lesquelles nos placements collectifs détiennent une part importante du capital.

Notre périmètre de vote est constitué de sociétés dont les positions agrégées répondent à une des trois conditions suivantes:

- Représenter 90 % du total cumulé de nos positions en actions,
- Constituer 0,1 % ou plus de la capitalisation boursière de la société,
- Sur demande ad hoc.

En 2022, nous avons voté sur un périmètre plus large que les OPC³ en incluant les mandats, représentant près de 72 milliards d'euros d'encours sous gestion.

Ce périmètre représente près de 52 %⁴ des sociétés détenues par l'ensemble de nos OPC en incluant les mandats, qui représentent compte à eux 78 % des bulletins de votes⁵.

4. PROGRAMME DE PRETS DE TITRES

En 2022, nous avons introduit un programme de prêts de titres. Nous avons mis en place un processus systématique de rapatriement des titres en amont des assemblées générales, en vue de voter sur une portion significative de ses positions et d'éviter les pratiques de 'vote vide'. Ce processus comporte à la fois des restrictions quantitatives et des appréciations qualitatives afin de prendre en compte les meilleurs intérêts de nos clients à long-terme. Notre politique est de détenir une part minimale significative d'actions votables pour l'ensemble des assemblées générales, et nous rappelons toutes les actions votables pour les assemblées générales à forts enjeux ainsi que pour certains fonds où nous votons sur 100 % des positions.

³ Organismes de Placement Collectif

⁴ Le périmètre de vote complet représente 1 976 assemblées générales votées sur 3 835 votables en 2022

⁵ 16 396 bulletins votés sur un total de 21 130 bulletins votables

5. STATISTIQUES SUR LE VOTE POUR 2022

5.1 REPARTITION GEOGRAPHIQUE

En 2022, nous avons voté à **1 976 assemblées générales**⁴, principalement en Europe, reflétant la répartition de nos actifs sous gestion.

Répartition géographique de nos votes

Année	Assemblées Générales votées	Europe	Amérique du Nord	APAC	Autres zones
2022	1 976	908	526	432	110
		46 %	27 %	22 %	6 %
2021	2 098	974	554	467	103
		46 %	26 %	22 %	5 %

5.2 RESULTATS DES VOTES

Sur les **1 976 assemblées générales** :

- Lors de 318 assemblées générales (**16 %**), nous avons soutenu l'ensemble des résolutions proposées (vs 18 % en 2021)
- Lors de 1 658 assemblées générales (**84 %**), nous nous sommes abstenus ou avons voté contre à au moins une résolution (vs 82 % en 2021)

Parmi les 27 223 résolutions votées, 26 233 résolutions ont été proposées par les sociétés et 990 résolutions ont été proposées par les actionnaires (résolutions d'actionnaires).

Parmi les résolutions proposées par les sociétés (hors résolutions d'actionnaires) :

- Nous en avons soutenu 67 % (18 255 résolutions)
- Nous nous sommes abstenus ou opposés à 33 % (abstention sur 1 084 résolutions et vote contre 7 884 résolutions)

Au cours des trois dernières années, nous avons maintenu un taux d'opposition élevé et en hausse aux résolutions proposées par les sociétés. Cela s'explique par nos attentes élevées dans tous les domaines et par notre examen de chaque point à l'ordre du jour, prenant systématiquement nos propres décisions de vote – une pratique rare chez les grands gestionnaires d'actifs. Cette année, le pourcentage de votes contre les résolutions proposées par les sociétés était de 33 %, le même qu'en 2021, et un point de pourcentage de plus qu'en 2020.

Zone géographique	Total	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Autres zones
Nombre de résolutions votées (proposées par la société)	27 223	15 614	6 227	4 312	1 070
Nombre de votes pour	18 255	11 911	3 177	2 660	507
Nombre de votes contre	7 884	3,050	2981	1 464	389
Nombre de votes abstention	1 084	653	69	188	174
Pourcentage d'abstentions ou de votes contre - 2022	33 %	23 %	52 %	38 %	53 %
Pourcentage d'abstentions ou de votes contre - 2021	33 %	24 %	50 %	42 %	45 %

5.3 OPPOSITION PAR TYPE DE RESOLUTIONS

RESOLUTIONS DES SOCIETES

Le tableau ci-dessous présente le taux d'abstention et d'opposition par type de résolution.

	Total	Nomination d'administrateurs	Rémunération des dirigeants	Opérations financières	Autres résolutions ⁶	Résolutions d'actionnaires
Total	27 223	13 833	3 212	2 445	6 743	990
Nombre de votes pour	18 255	8 915	1 264	1 511	5 855	710
Nombre de votes contre	7 884	4 444	1 676	770	786	208
Nombre de votes abstention	1 084	474	272	164	102	72
Pourcentage d'abstentions ou de votes contre - 2022	33 %	36 %	61 %	38 %	13 %	28 %

⁶ Approbation des comptes, nomination et rémunération des commissaires aux comptes, fusions et acquisitions, mesures anti-OPA, etc.

Pourcentage d'abstentions ou de votes contre - 2021	33 %	37 %	60 %	39 %	12 %	30 %
Pourcentage d'abstentions ou de votes contre - 2020	32 %	36 %	59 %	42 %	11 %	37 %

Notre taux d'opposition, en excluant les résolutions d'actionnaires qui sont analysées ci-dessous, est donc principalement concentrée sur trois sujets : la rémunération des dirigeants, les opérations financières et la nomination des administrateurs. Le détail similaire sur tous les autres types de votes est présent dans notre rapport de vote.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS (61 % D'OPPOSITION CONTRE 60 % EN 2021)

Il s'agit principalement de demandes de stock-options, actions gratuites ou indemnités de départ ainsi que les votes sur les politiques de rémunération de type « Say-on-Pay ». Les principales Rationnels des oppositions sont les suivantes :

- Soit la transparence sur la politique de rémunération est insuffisante (volume, poids, nature des conditions de performance, objectifs à atteindre...) ;
- Soit les pratiques de rémunération ne vont pas dans l'intérêt des parties prenantes, avec des montants jugés excessifs ou disproportionnés par rapport à la performance de la société considérée ;
- Absence ou faibles conditions de performance ESG, pas clairement liées à la stratégie de développement durable de l'entreprise ;
- Soit les critères de rémunération sont considérés comme non contraignants et susceptibles de permettre un paiement en cas d'échec ;
- Soit, enfin, la rémunération n'est pas orientée vers le long terme.

OPERATIONS FINANCIERES (38 % D'OPPOSITION CONTRE 39 % EN 2021)

Nous nous opposons aux résolutions proposées par la société concernant les opérations financières, qui demandent généralement une augmentation de capital, pour les raisons suivantes :

- Soit le volume global est considéré trop important lorsque l'ensemble des autorisations dépasse 50 % du capital social ;
- Soit il s'agit d'autorisation d'augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription ni objet spécifique pouvant aboutir à une dilution excessive des actionnaires existants (plus de 5 % du capital ou 20 % en cas d'objet spécifique).

Nous votons également de manière systématique contre les mesures anti-OPA.

ELECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (36 % D'OPPOSITION CONTRE 37 % EN 2021)

Il s'agit principalement de demandes de nomination d'administrateurs dans des sociétés ayant une gouvernance et un équilibre des pouvoirs non satisfaisant. La plupart des votes contre la nomination d'administrateurs concernent les cas suivants :

- Administrateur non libre d'intérêts dans des conseils d'administration jugés insuffisamment indépendants ;
- Proportion insuffisante de femmes au conseil d'administration ;
- Administrateurs ayant une faible assiduité ou un mandat de plus de quatre ans.

BNPPAM mène le peloton en s'opposant aux élections des administrateurs au sein des sociétés ciblées CA100+ des États-Unis

Un rapport publié par l'ONG américaine Majority Action a analysé la pratique de vote par procuration et les rapports des 75 plus grands membres de CA100+ lors des assemblées annuelles de 2021 des 45 sociétés américaines ciblées par cette initiative. Leurs recherches ont révélé que, malgré les échecs manifestes de la gouvernance climatique de ces sociétés dans l'indice de référence « Net Zero Company Benchmark », la majorité des plus grands investisseurs ont voté massivement en faveur des réélections des administrateurs en 2021. Cependant, BNPP AM s'est démarqué comme le leader, ayant voté en faveur de moins d'administrateurs (31 %) dans ces sociétés, et en faveur du conseil d'administration complet dans une seule des 30 sociétés ayant fait l'objet d'un vote.

5.4 RESOLUTIONS D'ACTIONNAIRES

RESOLUTIONS D'ACTIONNAIRES VOTEES

Les résolutions d'actionnaires sur les enjeux ESG sont de plus en plus courantes. En 2022, 990 résolutions d'actionnaires ont été proposées à l'échelle mondiale, comparativement à 826 en 2021 et 754 en 2020. Comme ces résolutions sont proposées par des groupes d'actionnaires institutionnels déterminés à améliorer la performance des entreprises sur des questions particulières, ou par des intervenants comme les ONG qui travaillent avec les investisseurs, la direction s'y oppose généralement. Par conséquent, un vote en faveur de la proposition est un vote contre la recommandation de la société.

Notre principe est de voter en faveur des propositions des actionnaires lorsqu'elles sont conformes aux intérêts à long terme de la société et que l'action demandée est justifiée compte tenu des pratiques dominantes de la société. Toutefois, nous nous abstenons lorsque nous estimons que la proposition ne convient pas aux circonstances particulières de l'entreprise ou lorsque la demande est déjà satisfaite dans la pratique.

Notre soutien aux résolutions d'actionnaires est en augmentation. Il était de 72 % en 2022, contre 70 % en 2021 et 63 % en 2020.

Notre taux de soutien aux propositions d'actionnaires a augmenté en 2022 : 72 % contre 70 % en 2021.

Nous avons un taux de soutien très important sur les résolutions sociales (99 % en 2022 contre 100 % en 2021 et 86 % en 2020) et sur celles concernant le changement climatique (90 % en 2022, contre 89 % en 2021 et 94 % en 2020).

	Nombre de résolutions votées	Vote contre	Vote abstention	Vote pour
Résolutions d'actionnaires (Global)	990	208 (21 %)	72 (7 %)	710 (72 %)

ShareAction met de nouveau en avant notre historique de vote sur les résolutions d'actionnaires

Ces dernières années, ShareAction, une ONG basée au Royaume-Uni, a publié une analyse des votes des grands gestionnaires d'actifs en fonction du nombre de résolutions des actionnaires pour lesquelles chaque gestionnaire a voté l'année précédente. Ils évaluent également leur comportement de vote sur les résolutions environnementales, sociales, salariales et politiques. Le nombre total de résolutions visées par le rapport pour 2022 était de 252 (sensiblement inférieur à toutes les résolutions sur lesquelles nous avons voté). BNPP AM s'est classé parmi les trois premiers des 68 gestionnaires évalués, avec une note globale de 99 %.

DEPOT DE RESOLUTIONS D'ACTIONNAIRES

En 2022, nous avons poursuivi notre leadership sur le thème du lobbying climatique des entreprises, en poussant ces dernières à aligner leurs efforts de lobbying avec les objectifs de l'Accord de Paris. Nous avons initié le dépôt de quatre résolutions d'actionnaires sur le lobbying climatique des entreprises pour la saison de vote 2022, en demandant au conseil d'administration d'évaluer si les efforts directs et indirects de lobbying sur le climat de chaque entreprise sont conformes aux objectifs de l'Accord de Paris.

Notre résolution auprès de **ExxonMobil** a reçu un vote de 64 % en 2021. Nous avons resoumis la résolution pour l'assemblée générale annuelle 2022 de la société, car cette dernière ne s'était pas engagée concrètement à se conformer à notre demande avant la date limite de dépôt. Après une série de rencontres avec la société, nous avons finalement retiré notre résolution en échange de la publication du premier rapport de lobbying climatique d'Exxon. Le rapport contient la première déclaration publique de l'entreprise soutenant l'harmonisation avec l'objectif « bien en-deçà de 2 degrés Celsius », et la première preuve publique qu'**ExxonMobil** a effectué une évaluation de ses activités directes et indirectes de lobbying vis-à-vis des objectifs de lutte contre le réchauffement climatique. Cependant, InfluenceMap a accordé à cet examen une note de 36/100, ce qui indique une marge d'amélioration substantielle. L'entreprise s'est engagée à mettre à jour cette analyse et à la publier chaque année. Nous avons dirigé l'engagement en partenariat avec Boston Trust Walden.

Nous avons également retiré notre résolution auprès de **General Electric (GE)**, en échange d'un engagement à publier leur premier rapport de lobbying aligné sur les objectifs de l'Accord de Paris, que GE a inclus dans son rapport de développement durable 2021 plus tard dans l'année. Nous avons joué un rôle actif dans les négociations sur la résolution, en partenariat avec le New York City Comptroller's Office, qui a agi à titre de principal déposant.

Notre résolution auprès de **UPS**, co-déposée avec Mercy Investment Services, a reçu un vote de 33 % à l'assemblée générale annuelle de la société. Il s'agit d'un bon résultat, même si ce n'est pas le soutien majoritaire que nous avons reçu dans d'autres assemblées, peut-être en raison de la structure d'actions à deux catégories de la société. Vers la fin de 2022, nous avons soumis de nouveau la proposition pour l'AGM de 2023.

Après un vote majoritaire sur notre résolution auprès de **Chevron** en 2020, suivie de la publication de son rapport, Chevron n'a produit aucun rapport sur le lobbying climatique en 2022. Lorsque nous avons informé l'entreprise que nous envisagions de soumettre de nouveau notre proposition, l'entreprise nous a informée qu'elle commencerait à produire des rapports annuels sur le lobbying climatique avec son prochain rapport sur le développement durable au printemps 2023.

6. DIALOGUE AVEC LES EMETTEURS

6.1 PROCESSUS DE DIALOGUE AVEC LES EMETTEURS

Notre engagement avec les émetteurs a pour but d'améliorer la performance à long-terme de nos participations et d'encourager les meilleures pratiques de gouvernance, de responsabilité sociale et environnementale.

Durant la saison de vote, le processus de dialogue avec les sociétés peut être engagé sur notre propre demande ou sur demande des émetteurs et est concentré sur nos principales positions. Le but de l'engagement est :

- De communiquer notre politique de vote pour préparer les futures assemblées générales afin que les sociétés établissent des résolutions conformes à notre politique de vote ;
- D'obtenir un complément d'information sur des projets de résolutions ;
- De faire part de nos éventuelles réserves sur des résolutions contraires à notre politique de vote.

6.2 EVALUATION DU DIALOGUE AVEC LES EMETTEURS

Nous considérons qu'un engagement lié au vote est un succès si la société retire la résolution à laquelle nous nous opposons, ou si nous changeons notre vote en faveur de la résolution après une modification de celle-ci par l'émetteur, ou lorsque nous obtenons des informations supplémentaires clés.

Au cours de la saison de vote 2022, nous avons eu 210 interactions avec 106 entreprises liées aux problématiques de vote, comparé à 239 interactions avec 151 entreprises en 2021. De tous ces engagements, 35 ont été couronnés de succès (33 %), une augmentation par rapport à 2021 (28 %). Lorsque notre engagement n'amène pas l'entreprise à apporter les changements que nous demandons et n'indique pas qu'elle les prendra en considération dans le futur, nous escaladons nos préoccupations en votant contre certains points à l'ordre du jour, conformément à notre politique de vote.

En plus de ces engagements liés au vote, nous avons un programme d'engagement à long-terme avec les sociétés durant toute l'année, avec un focus sur les thèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Nous en faisons le rapport chaque année dans notre rapport « Sustainability ».

6.3 CAMPAGNE D'ENGAGEMENT SUR LA DIVERSITE DU CONSEIL

Une des attentes de notre politique de vote est que les conseils d'administration aient suffisamment d'indépendance et de diversité des genres. De nombreuses études montrent que les sociétés ayant des conseils d'administration et/ou un top management plus diversifiés génèrent une création de valeur plus durable à long terme. Notre objectif est que 40 % de tous les membres des conseils d'administration soient des femmes d'ici 2025 dans tous les marchés. Nous avons énoncé nos attentes en matière de diversité des genres dans notre politique de vote de 2022 : pour l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, nous avons exigé un minimum de 30 % de femmes au sein des conseils d'administration, et en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique (p. ex., Afrique du Sud), notre seuil était de 15 %. Sous certaines conditions, nous avons pu soutenir les conseils d'administration avec un ratio légèrement inférieur, par exemple si l'entreprise a amélioré ce ratio de façon importante au cours des dernières années ou s'est engagée à atteindre nos seuils sous deux ans. En 2022, comme les années précédentes, pour faire progresser notre objectif, nous avons identifié **40 sociétés** (14 en Europe, 11 en Amérique du Nord et 15 en Asie) détenues dans nos portefeuilles d'actions en gestion actives et avec lesquelles nous souhaitons dialoguer directement car la diversité de leur conseil d'administration n'était pas conforme à nos attentes.

Résultat	Nombre	Pourcentage	Détails
Positif	13	33 %	Nous avons obtenu un résultat positif avec l'amélioration de la diversité des genres et un vote en faveur des élections au conseil d'administration
Partiel	7	18 %	Nous avons eu un succès d'engagement sur la diversité mais n'avons pas soutenu les résolutions pour d'autres considérations
Négatif	20	50 %	Nous avons eu un résultat négatif et nous nous sommes opposés aux élections au conseil d'administration, soit en raison de l'absence d'amélioration en termes de féminisation, soit pour d'autres raisons (par exemple, le manque d'indépendance)

Exemple de deux votes liés à notre engagement sur la diversité des genres

Activité : À l'AGM 2021 de **Telefonica SA**, même si l'entreprise avait un niveau élevé d'indépendance du conseil d'administration (53 %), nous n'avons pas soutenu la (ré)élection de tous les administrateurs car la proportion de femmes administrateurs était de 29 %, juste en-dessous du seuil requis de 30 % fixé par notre politique de vote. Nous avons discuté de cette question avec l'entreprise avant et après l'AGM de 2021 et avons envoyé une lettre en 2022, pour la deuxième année consécutive, dans laquelle nous décrivions nos attentes en matière de diversité des genres. De même, nous avons communiqué avec **Tencent** en 2021 et 2022 et avons voté contre tous les administrateurs masculins en fin d'année.

Résultats : Lors d'un appel juste avant l'AGM 2022, **Telefonica SA** a confirmé la nomination d'une nouvelle administratrice indépendante. Cela a fait passer la représentation des femmes au conseil d'administration à 33 %, au-dessus de notre seuil minimum. Nous avons donc soutenu toutes les (ré)élections d'administrateurs (points 4.1 à 4.5) en l'absence d'autres préoccupations. **Tencent** a également ajouté une administratrice à son conseil d'administration au troisième trimestre. Cela a fait passer le pourcentage de femmes de 12 % à 22 %, conformément à notre seuil pour l'Asie, ce qui signifie qu'à l'AGM de l'an prochain, nous ne voterons pas contre les administrateurs pour cette raison.

6.4 EXEMPLES DE SUCCES D'ENGAGEMENT

Banco Santander – Intégration de critères de performance ESG dans la rémunération des dirigeants

Activité : Au cours des années précédentes, nous avons exprimé notre attente que la société intègre des mesures de performance ESG à sa politique de rémunération des dirigeants. En février 2022, nous avons eu plusieurs échanges de courriels au sujet de sa politique de rémunération proposée pour 2022 et, en mars 2022, nous avons rencontré l'administrateur référent indépendant. Nous avons présenté nos points de vue sur la meilleure approche à adopter pour intégrer les facteurs ESG dans la rémunération. En particulier, nous avons préconisé des critères opérationnels plutôt que ceux fondés uniquement sur des facteurs qualitatifs ou des notations ESG. Nous avons également souligné l'importance d'une divulgation ex-ante transparente des critères ESG (cibles, échelles d'acquisition, seuils) parce qu'ils permettent aux actionnaires de comprendre le niveau d'ambition et dans quelle mesure ils mettent l'entreprise au défi d'obtenir de solides performances dans les domaines concernés.

Résultats : Nous avons été heureux de constater que la politique sur la rémunération présentée à l'AGM 2022 reflétait nos commentaires. Elle a proposé, pour la première fois, des critères de performance ESG dans la rémunération variable différée du Directeur Général avec une pondération de 20 %. Le niveau de divulgation ex ante était satisfaisant, avec une transparence équitable des critères de performance et des sous-pondérations, des objectifs, des seuils minimaux d'acquisition et des montants maximaux attribués à chaque critère. Compte tenu de ces mesures positives conformes à nos demandes et à notre politique, à l'AGM 2022, nous avons soutenu le point 8.A demandant l'approbation de la nouvelle politique sur la rémunération. Cette résolution a reçu un appui global de 91 %. Nous continuons de dialoguer avec l'entreprise, car nous attendons d'autres améliorations sur d'autres aspects de la rémunération.

Koninklijke Philips NV – Opposition à des résolutions stratégiques

Activité : À l'AGM 2022, nous avons voté contre deux résolutions qui proposaient l'émission de 10 % du capital-actions émis sans droit de préemption et sans objet spécifique (items 5b et 6). Notre politique fixe une limite maximale de 5 % du capital émis pour éviter une dilution excessive de la valeur des actions détenues par les actionnaires existants. Nous avons également voté contre le point 2.d « Approuver le rapport de rémunération » parce que le conseil de surveillance a ajusté les résultats de performance des plans à court et à long terme pour les revenus non réalisés en 2021. Le rendement réel – avant le réajustement – était inférieur au seuil de versement, alors que le réajustement permettait un versement partiel des droits. Il s'agissait donc d'une décision importante. La société n'a pas fourni de Rationnel convaincant de la nécessité d'ajuster les

résultats, tandis que le rendement de Philips a été fortement touché par un rappel de produit, ce qui a eu une incidence sur le rendement de son action.

Résultats : Le taux d'opposition à la résolution 2.d était de 79 %, elle a donc été rejetée par les actionnaires. Toutefois, aux Pays-Bas, le vote *a posteriori* sur le rapport de rémunération n'est que consultatif et n'entraîne pas nécessairement des modifications des paiements. Compte tenu du rejet de cette proposition (et d'un résultat similaire pour la société néerlandaise Stellantis), la question de la nécessité de rendre ces votes obligatoires sur ce marché est en discussion entre les membres de l'association néerlandaise de gestion d'actifs Eumedion, dont nous sommes membres.

Telefonaktiebolaget LM Ericsson – Quitus des administrateurs dans le contexte de controverses

Activité : Ericsson a publié des communiqués de presse en octobre 2021 et en mars 2022 concernant des violations de l'entente avec le ministère de la Justice des États-Unis. Ces déclarations indiquaient que le ministère de la Justice avait avisé l'entreprise qu'elle n'avait pas remis certains détails exigés par le Deferred Prosecution Agreement. Cette atteinte a soulevé de graves préoccupations, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas d'une atteinte ponctuelle. Il n'était pas clair si le règlement conclu avec le DoJ (Department of Justice) en 2019 couvrait des allégations plus récentes liées à l'Irak et, par conséquent, si Ericsson pourrait faire face à des amendes supplémentaires des autorités américaines. En outre, le NASDAQ a commencé à examiner si la société violait les règles boursières en ce qui concerne les informations publiées concernant l'Irak, ce qui pouvait également entraîner des amendes. Dans de tels cas, lorsque nous avons des doutes ou des préoccupations quant à l'exercice approprié des fonctions fiduciaires des administrateurs, nous n'approuvons pas les quitus des membres du conseil d'administration.

Résultats : À l'AGM de 2022, nous avons voté contre le congédiement des administrateurs qui siégeaient au conseil au moment des préoccupations alléguées (points 8.3 a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, n, r) selon une approche prudente et nous surveillerons les pratiques de l'entreprise à l'avenir. Les résultats du vote ne sont pas disponibles pour cette AGM.

BBVA – Développement des compétences appropriées au sein du Conseil d'administration

Activité : Nous avons rencontré BBVA en décembre 2021 et 2022, à chaque fois bien avant l'AGM (en mars de chaque année) pour discuter des nouveautés et identifier les points d'amélioration avant que l'entreprise ne finalise ses résolutions et rapports annuels. En décembre 2021, nous avons demandé à l'entreprise d'adopter la pratique de présenter publiquement une matrice de compétences montrant les compétences individuelles de chaque administrateur. La matrice de compétences permet en effet aux investisseurs de mieux comprendre la composition du conseil, de vérifier les compétences prédominantes et celles qui ont besoin d'être renforcées. Elle est aussi un outil utile pour évaluer la pertinence des candidats proposés par le comité des nominations dans le contexte des élections.

Résultats : Pendant notre entretien de 2022, l'entreprise a démontré avoir pris en compte nos recommandations. L'entreprise a partagé son projet de rapport annuel et présenté une matrice de compétences qui identifiait bien les compétences individuelles du conseil d'administration. La transparence de BBVA en terme de gouvernance d'entreprise s'en est vue améliorée et nous avons ainsi pu voter en faveur des trois membres du conseil proposés pour les élections 2022. Elles ont toutes été approuvées à plus de 97 % des votes.

SAP SE – Rémunération des dirigeants

Activité : Lors de l'AGM 2022, nous avons voté contre le rapport de rémunération présenté par la société. Le niveau global d'opposition était de 15 %. Le rapport de rémunération 2022 de la société comportait plusieurs caractéristiques qui ne concordaient pas avec nos attentes en matière de bonne gouvernance et notre politique de vote :

- Premièrement, une partie du plan de rémunération à long terme était basé sur le temps de présence, contrairement au principe selon lequel les plans de rémunération des cadres supérieurs devraient être rémunérés en fonction de la performance de la société à long terme.
- La divulgation de certaines caractéristiques-clés du régime de rémunération était médiocre. Les objectifs fixés pour chaque critère de performance dans le cadre des « Financial Performance Share Units » (FSUs) du plan de rémunération à long terme n'ont pas été divulgués, ce qui a empêché les actionnaires de lier la performance de la société à la rémunération des dirigeants et de comprendre la rigueur des critères appliqués.
- Il a été possible d'acquiescer une partie du rendement à des niveaux inférieurs à la médiane des pairs en vertu de du critère sur le TSR Relatif, ce qui va également à l'encontre de notre opposition au versement de rémunération dans le contexte d'une sous-performance vis-à-vis des pairs comparables.
- Un paiement supplémentaire discrétionnaire total de 4 millions d'euros a été versé au conseil d'administration en 2021 sur la base des résultats 2020, une pratique que nous ne soutenons pas.

Résultats : Nous avons dialogué avec l'entreprise après notre vote. SAP SE supprimera la composante à long terme de la politique, en ligne avec nos attentes. La société a également indiqué qu'elle réexaminerait l'échelle d'acquisition des conditions de performance des plans à court et à long terme. Nous surveillerons de près les modifications apportées en vue de la prochaine AGM et poursuivrons notre dialogue avec l'entreprise.

6.5 INCITATION DES EMETTEURS A LA TRANSPARENCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Lorsque les entreprises ne répondent pas à nos attentes en relation aux diverses attentes environnementales et sociales énoncées dans notre politique de vote, nous nous opposons aux résolutions de l'entreprise sur l'approbation des états financiers, les quitus du conseil d'administration ou la réélection des administrateurs (en fonction du marché). **En 2022, nous nous sommes opposés à 1 391 résolutions auprès de 248 entreprises pour ces raisons :** 55 % liés à nos attentes climatiques, 24 % liés à notre politique RBC, 13 % liés à nos attentes en matière de biodiversité et 7 % liés aux faibles scores ESG des sociétés – une augmentation substantielle par rapport à 2021 (969 résolutions pour 168 sociétés).

Sujets ESG	Nombre de résolutions	% du total ⁷	Nombre d'assemblées générales	% des assemblées générales
Politique de Conduite Responsable des entreprises (RBC)	338	24 %	41	17 %
Attentes liées au climat	770	55 %	140	56 %
Attentes liées à la biodiversité	187	13 %	52	21 %
Faible score ESG	96	7 %	15	6 %
Total	1 391		248	

6.6 PROMOTION DES PRINCIPES DE BONNE GOUVERNANCE A TRAVERS LE MONDE

Nous participons activement à de nombreuses initiatives et organisations pour promouvoir les meilleurs principes de gouvernance à travers le monde :

- Nous sommes engagés activement dans des réseaux d'investisseurs axés sur l'établissement des bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise dans le monde. Au sein de l'International Corporate Governance Network (ICGN), le Global Head of Stewardship est membre du conseil d'administration ainsi que des comités « Human Capital » et «

⁷ Les chiffres peuvent ne pas correspondre à 100 % en raison des arrondissements.

GNIA » (Global Network of Investor Associations). Nous participons également activement à une gamme de projets d'engagement des entreprises et de politiques publiques organisés par le PRI des Nations Unies, nous sommes un membre actif de Climate Action 100+ et un membre du conseil d'administration de la « Global Network Initiative ».

- En Europe, le Global Head of Stewardship est président du comité « Gouvernement d'Entreprise » de l'Association Française de Gestion (AFG), membre du comité Independent de surveillance (IOC) des Best Practices Principles (BPP) et membre du jury du Grand Prix de l'Assemblée Générale en France. Nous participons également au comité d'investissement de Eumedion (Pays-Bas) ainsi qu'au groupe de travail des investisseurs institutionnels dédié au changement climatique (IIGCCC).
- Aux États-Unis, nous sommes membres du Council of Institutional Investors (CII) et le Global Head of Stewardship est président de « International Corporate Governance Committee ». Notre responsable du Stewardship pour l'Amérique est membre du comité consultatif de gouvernance du CII, membre du Harvard Institutional Investor Forum Advisory Council et membre du comité de pilotage de l'Investor Alliance for Human Rights.
- Dans la région Asie-Pacifique, nous sommes membres de l'Asian Corporate Governance Association (ACGA), et membre des groupes de travail de l'ACGA pour le Japon et la Chine.

6.7 FOCUS – INVESTISSEMENTS SOLIDAIRES

Au travers de ses fonds solidaires, distribués principalement dans le cadre de l'épargne salariale, BNPP AM investit et accompagne des structures à fort impact social en France. À fin 2022, ce sont 35 associations, entreprises et fonds de microfinance qui sont soutenus, pour un montant total de 166 millions d'euros.

[Lien vers la plaquette solidaire⁸](#)

Nous nous engageons à soutenir pleinement nos partenaires dans nos fonds de solidarité. Notre soutien comprend les actions suivantes :

- **Actionnaires actifs** : 16 de nos partenaires bénéficient d'un investissement en capital. En tant qu'actionnaires de ces partenaires, nous votons chaque année aux assemblées générales. En amont, les résolutions sont analysées et un échange avec l'entreprise est réalisé si nécessaire. De plus, nous sommes membres élus à 4 conseils de surveillance.
- **Suivi** : afin de maîtriser notre risque mais également d'apporter nos conseils aux entrepreneurs, nous réalisons un suivi annuel des partenaires, avec a minima une rencontre en personne avec la direction et une visite sur place tous les deux ans. Lors de cette revue, sont abordées à la fois les questions financières mais également les sujets de gouvernance et le suivi de l'impact social. En cette année 2022, nous avons continué le suivi de proximité pour analyser l'impact de la crise sanitaire et économique sur nos structures partenaires et les accompagner au mieux.
- **Transparence** : Afin de rendre compte aux épargnants investisseurs, nous publions chaque semestre un rapport de performance sociale incluant entre autres la liste exhaustive des partenaires solidaires et des indicateurs agrégés et personnalisés d'impact social.

[Lien vers la brochure SDG](#)

Chiffres-clés pour 2022 :

- AGM votées : 17
- Dont par une présence à distance ou physique : 9

⁸ La politique de vote de BNPP AM décrite en amont ne s'applique pas pour les investissements solidaires.

- Membre du Conseil de surveillance : 4
- Réunions avec la direction : 29

ANNEXE 1. STATISTIQUES DE LA SOCIETE DE GESTION BNPP AM FRANCE

1. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Au sein de la société de gestion BNPP AM France, nous avons voté à **789 assemblées générales**⁹ avec des votes principalement en Europe et en Amérique du Nord, représentant un peu plus de 90 % de nos votes possibles.

	Nombre d'assemblées générales	Répartition géographique
Europe	562	71 %
Amérique du Nord	182	23 %
APAC	40	5 %
Autre	5	1 %
Total	789	100 %

2. RESULTATS DES VOTES

Au sein du périmètre décrit ci-dessus, sur les 789 assemblées générales votées :

- Nous avons soutenu l'ensemble des résolutions proposées dans 101 assemblées générales; et
- Nous nous sommes abstenus ou avons voté contre à au moins une résolution dans 688 assemblées générales, soit 87 % des assemblées.

Parmi les 12 439 résolutions votées, 11 941 résolutions ont été proposées par les sociétés et 498 résolutions ont été proposées par les actionnaires :

- Nous avons soutenu 72 % des résolutions ;
- Nous avons voté contre les résolutions d'entreprises dans 28 % des cas.

3. AUTRES POINTS

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans son document « Politique de vote » :

Nous n'avons pas identifié de cas de conflits avec les principes de notre politique de vote.

Les situations de conflits d'intérêts que la société de gestion de portefeuille a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les FIA qu'elle gère :

Nous n'avons pas rencontré de situation de conflit d'intérêt au cours de cet exercice.

⁹ 789 assemblées générales votées sur 1 144

ANNEXE 2: RESOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

En tant qu'investisseur responsable, nous considérons que les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) peuvent avoir un impact sur la valeur et la réputation des sociétés dans lesquelles nous investissons. Nous pensons que dépasser 1,5°C de réchauffement climatique au-dessus des niveaux préindustriels affectera gravement l'humanité et l'économie mondiale, ce qui affectera la valeur des investissements à long-terme. Par conséquent, les sociétés devraient communiquer de manière extensive sur leurs émissions de gaz à effet de serre (scope 1, 2, et 3 si pertinent) ainsi que leur engagement à lutter contre le changement climatique et à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris.

En 2022, BNPP AM a voté sur 141 résolutions portant sur les considérations environnementales et du changement climatique, dont 101 proposées par les actionnaires et 40 proposées par les entreprises. Parmi les propositions d'actionnaires, nous avons **soutenu les 92 résolutions suivantes (90 %)** :

1. RESOLUTIONS SOUMISES PAR LES ACTIONNAIRES

1.1 RESOLUTIONS SOUTENUES PAR BNPP AM

RESOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES

TRANSITION ENERGETIQUE

LOBBYING CLIMATIQUE

Résolution soumise par BNPP AM

Résolution approuvée

* Résolution soutenue par la direction

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Honeywell International Inc.	États-Unis	25-avr-22	5	Rapport sur le lobbying climatique	40 %
Santos Limited	Australie	03-mai-22	8c	Approuver le lobbying lié au climat	N/A
United Parcel Service, Inc.	États-Unis	05-mai-22	5	Rapport sur le lobbying sur le climat des entreprises conforme à l'Accord de Paris	34 %
Woodside Petroleum Ltd.	Australie	19-mai-22	10c	Approuver une résolution éventuelle - Lobbying lié au climat	N/A
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	6	Rapport sur le lobbying climatique	20 %
Tesla, Inc.	États-Unis	04-août-22	10	Rapport sur le lobbying climatique des entreprises conformément à l'Accord de Paris	35 %
FedEx Corporation	États-Unis	19-sept-22	9	Rapport sur le lobbying climatique	N/A
BHP Group Limited	Australie	10-nov-22	14	Approuver la promotion des politiques	13 %

Rationnel BNPP AM:

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Ces résolutions correspondent aux attentes des investisseurs à l'égard du lobbying sur le climat des entreprises, que nous avons élaborées conjointement en 2018. Il faut notamment veiller à ce que les efforts de lobbying directs et indirects soient en accord avec les objectifs de l'Accord de Paris. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et des mesures demandées, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées

APPROUVER, ADOPTER OU RENDRE COMPTE DU PLAN DE TRANSITION (SAY-ON-CLIMATE VOTE) ET/OU SCÉNARIOS CONNEXES, ANALYSE DES IMPACTS

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
The Bank of Nova Scotia	Canada	05-avr-22	7	Adopter un vote consultatif annuel sur son plan d'action et ses objectifs en matière d'environnement et de changements climatiques	N/A
Royal Bank of Canada	Canada	07-avr-22	8	Adopter un vote consultatif annuel sur son plan d'action et ses objectifs en matière d'environnement et de changements climatiques	21.5 %
Canadian Imperial Bank of Commerce	Canada	07-avr-22	7	Adopter un vote consultatif annuel sur son plan d'action et ses objectifs en matière d'environnement et de changements climatiques	24.3 %
Bank of Montreal	Canada	13-avr-22	5	Adopter un vote consultatif annuel sur son plan d'action et ses objectifs en matière d'environnement et de changements climatiques	N/A
The Toronto-Dominion Bank	Canada	14-avr-22	6	Adopter un vote consultatif annuel sur son plan d'action et ses objectifs en matière d'environnement et de changements climatiques	N/A
National Bank of Canada	Canada	22-avr-22	4.2	Adopter un vote consultatif annuel sur son plan d'action et ses objectifs en matière d'environnement et de changements climatiques	23.6 %
The Goldman Sachs Group, Inc.	États-Unis	28-avr-22	6	Adopter une politique de financement conforme au scénario de l'AIE Net Zero Emissions pour 2050	12.5 %
Standard Chartered Plc	Royaume-Uni	04-mai-22	32	Établir, divulguer et mettre en œuvre une stratégie pour gérer son exposition aux combustibles fossiles conformément à un scénario dans lequel les émissions mondiales atteignent la neutralité carbone d'ici 2050 et rendre compte annuellement des progrès réalisés dans le cadre de cette stratégie	11.8 %
QBE Insurance Group Limited	Australie	05-mai-22	6b	Approuver la gestion des risques climatiques	19.2 %
Chevron Corporation	États-Unis	25-mai-22	6	Rapport d'analyse des scénarios de neutralité carbone audité	38.7 %
Amazon.com, Inc.	États-Unis	25-mai-22	5	Rapport sur les options de plan de retraite alignées sur les objectifs climatiques de l'entreprise	9.1 %
Exxon Mobil Corporation	États-Unis	25-mai-22	8	Rapport sur l'analyse de scénarios conforme à l'International Energy Agency's Net Zero pour 2050	51.0 %
Exxon Mobil Corporation	États-Unis	25-mai-22	7	Rapport sur la planification des activités à faibles émissions de carbone	10.5 %
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	20	Modifier les articles pour atteindre zéro émission de carbone d'ici 2050	N/A
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	23	Modifier les articles pour divulguer le plan de transition jusqu'en 2050 conformément aux objectifs de l'Accord de Paris	N/A
Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc.	Japon	29-juin-22	4	Modifier les articles pour divulguer le plan décrivant la stratégie d'affaires de l'entreprise afin d'harmoniser les investissements avec les objectifs de l'Accord de Paris	N/A
Commonwealth Bank of Australia	Australie	12-oct-22	5b	Approuver la protection des risques climatiques	N/A
Campbell Soup Company	États-Unis	30-nov-22	6	Évaluation et rapport sur la gestion du risque climatique systémique par les fonds de retraite de l'entreprise	8.8 %
Microsoft Corporation	États-Unis	13-déc-22	6	Évaluation et rapport sur la gestion du risque climatique systémique par les fonds de retraite de l'entreprise	11.2 %
Westpac Banking Corp.	Australie	14-déc-22	1b	Approuver la protection des risques climatiques	N/A
Australie and New Zealand Banking Group Limited	Australie	15-déc-22	6	Approuver la protection des risques climatiques	N/A
National Australia Bank Limited	Australie	16-déc-22	6b	Approuver la protection des risques climatiques	N/A

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Ces résolutions sont alignées avec notre attente qu'une entreprise émettant beaucoup de GES élabore et soumette à un vote le plan et/ou le rapport de transition faisant état de ses progrès dans la mise en œuvre de ses engagements, et fournisse suffisamment de détails sur les scénarios et les hypothèses utilisés ainsi que sur l'analyse de ses impacts sur le changement climatique. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et des mesures demandées, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

FINANCEMENT DES ENERGIES FOSSILES / ALIGNÉS SUR L'ACCORD DE PARIS, ALIGNEMENT DES CAPITAUX / RISQUE DES ACTIFS DEPRECIÉS

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
The Toronto-Dominion Bank	Canada	14-avr-22	4	Adopter une politique de non financement de l'offre de nouveaux combustibles fossiles, y compris le financement d'entreprises qui explorent ou exploitent des réserves non exploitées de pétrole et de gaz	N/A
Citigroup Inc.	États-Unis	26-avr-22	8	Adopter une politique de financement conforme au scénario « Net Zéro 2050 » de l'AIE	14.4 %
Bank of America Corporation	États-Unis	26-avr-22	6	Adopter une politique de prêt de combustibles fossiles conforme au scénario « Net Zéro 2050 » de l'AIE	11.0 %
Wells Fargo & Company	États-Unis	26-avr-22	9	Adopter une politique de financement conforme au scénario « Net Zéro 2050 » de l'AIE	16.1 %
Santos Limited	Australie	03-mai-22	8d	Approuver le <u>décommissionnement</u>	N/A
Santos Limited	Australie	03-mai-22	8b	Modifier la constitution de l'entreprise pour exiger qu'elle divulgue de l'information qui démontre comment l'affectation du capital de l'entreprise aux actifs pétroliers et gaziers s'harmonisera avec un scénario dans lequel les émissions mondiales d'énergie atteindront un niveau net-zéro d'ici 2050, facilitant la gestion efficace de ces actifs.	N/A
Dominion Energy, Inc.	États-Unis	11-mai-22	7	Rapport sur le risque d'immobilisation du gaz naturel	N/A
JPMorgan Chase & Co.	États-Unis	17-mai-22	4	Adopter une politique de financement conforme au scénario « Net Zéro 2050 » de l'AIE	11.6 %
The Hartford Financial Services Group, Inc.	États-Unis	18-mai-22	5	Adopter des politiques pour s'assurer que les pratiques de souscription ne soutiennent pas les nouveaux approvisionnements en combustibles fossiles	9.9 %
Woodside Petroleum Ltd.	Australie	19-mai-22	10d	Approuver la résolution éventuelle - Décommissionnement	N/A
Woodside Petroleum Ltd.	Australie	19-mai-22	10b	Modifier la constitution de la société et divulguer des renseignements qui démontrent comment la répartition du capital de la société aux actifs pétroliers et gaziers s'harmonisera avec la neutralité carbone d'ici 2050	N/A
Chubb Limited	Suisse	19-mai-22	14	Rapport sur les efforts de réduction des émissions de GES associées à la souscription, à l'assurance et à l'investissement	72.2 %
The Travelers Companies, Inc.	États-Unis	25-mai-22	6	Adopter des politiques de souscription harmonisées avec le scénario « Net Zéro 2050 » de l'AIE	14.3 %
Morgan Stanley	États-Unis	26-mai-22	4	Adopter une politique de prêt et de souscription de combustibles fossiles conforme au scénario « Net Zéro 2050 » de l'AIE	9.5 %
Mitsubishi Corp.	Japon	24-juin-22	6	Modifier les articles pour divulguer l'évaluation concernant la cohérence entre les dépenses en immobilisations et les émissions nettes nulles de gaz à effet de serre d'ici 2050	N/A
Chubu Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	9	Modifier les articles pour exiger que la société déclare le résultat d'une évaluation annuelle sur la façon dont les hypothèses, les coûts, les projections et l'évaluation des actifs énergétiques de la société seront touchés par le scénario de neutralité carbone en 2050	N/A
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	30	Modifier les articles pour interdire la conclusion d'accords d'achat d'électricité produite à partir du charbon	N/A
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	9	Modifier les articles pour ajouter des dispositions concernant la gestion fondée sur la RSE (retrait des activités de production d'électricité au charbon)	N/A

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. La résolution est demandée car l'entreprise a des émissions de GES significatives, pour aligner ses dépenses de financement et d'immobilisations avec les objectifs de l'Accord de Paris, et s'attaque à tout risque lié aux actifs dépréciés ou à la mise hors service d'actifs à base de combustibles fossiles. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et des mesures demandées, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

DIVULGATION DES ÉMISSIONS DE GES OU DEFINITION DES OBJECTIFS-CIBLES

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Costco Wholesale Corporation	États-Unis	20-janv-22	5	Rapport sur les cibles de réduction des émissions de GES	69.9 %
Charter Communications, Inc.	États-Unis	26-avr-22	6	Divulger le plan d'action climatique et des cibles de réduction des émissions de GES	37.5 %
Valero Energy Corporation	États-Unis	28-avr-22	4	Divulger le plan d'action climatique et des cibles de réduction des émissions de GES	52.4 %
Berkshire Hathaway Inc.	États-Unis	30-avr-22	4	Rapport sur les cibles de réduction des émissions de GES	26.8 %
Enbridge Inc.	Canada	04-mai-22	4	Renforcer l'engagement de l'entreprise envers la neutralité carbone avec un objectif de neutralité carbone fondé sur la science	N/A
United Parcel Service, Inc.	États-Unis	05-mai-22	7	Adopter des cibles de réduction des GES fondées sur des données scientifiques vérifiées de façon indépendante	29.3 %
ConocoPhillips	États-Unis	10-mai-22	7	Rapport sur les cibles de réduction des émissions de GES	45.0 %
Phillips 66	États-Unis	11-mai-22	5	Adopter des cibles de réduction des émissions de GES conformes à l'objectif de l'Accord de Paris	37.1 %
Dominion Energy, Inc.	États-Unis	11-mai-22	6	Adopter une cible de réduction des émissions de GES de scope 3 à moyen terme	15.8 %
Equinor ASA	Norvège	11-mai-22	12	Introduire un programme d'objectifs climatiques et un plan de réduction des émissions	2.0 %
Equinor ASA	Norvège	11-mai-22	11	Demander à la société de fixer des objectifs à court, moyen et long terme pour les émissions de gaz à effet de serre (GES) des activités de la société et l'utilisation de produits énergétiques	3.7 %
BP Plc	Royaume-Uni	12-mai-22	24	Approuver la résolution des actionnaires sur les objectifs en matière de changements climatiques	14.9 %
JPMorgan Chase & Co.	États-Unis	17-mai-22	9	Rapport sur les cibles absolues d'émissions de GES financées conformément aux engagements de neutralité carbone	16.9 %
US Foods Holding Corp.	États-Unis	18-mai-22	4	Adopter des cibles de réduction des émissions de GES à court, moyen et long terme	91.1 %*
Royal Dutch Shell Plc	Royaume-Uni	24-mai-22	21	Demander à Shell d'établir et de publier des cibles pour les émissions de gaz à effet de serre (GES)	20.3 %
Chevron Corporation	États-Unis	25-mai-22	7	Superviser et rendre compte de la fiabilité des divulgations d'émissions de méthane	2.0 %
Chevron Corporation	États-Unis	25-mai-22	5	Adopter des cibles de réduction des émissions de GES à moyen et à long terme	32.6 %
The Travelers Companies, Inc.	États-Unis	25-mai-22	5	Rapport sur les efforts déployés pour mesurer, divulguer et réduire les émissions de GES associées à la tarification	56.3 %
Exxon Mobil Corporation	États-Unis	25-mai-22	6	Établir des cibles de réduction des émissions de GES conformes à l'objectif de l'Accord de Paris	27.1 %
Caterpillar Inc.	États-Unis	08-juin-22	4	Rapport sur les objectifs à long terme en matière de gaz à effet de serre conformes à l'Accord de Paris	4.5 %
Brookfield Asset Management Inc.	Canada	10-juin-22	4	Fixer des objectifs de réduction des émissions	17.4 %
Monster Beverage Corporation	États-Unis	14-juin-22	4	Rapport sur les cibles de réduction des émissions de GES conformes à l'objectif de l'Accord de Paris	44.2 %
The Kroger Co.	États-Unis	23-juin-22	7	Rapport sur les efforts déployés pour éliminer les HFC dans la réfrigération et réduire les émissions de GES	N/A
Mitsubishi Corp.	Japon	24-juin-22	5	Modifier les articles pour divulguer les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre conformes aux objectifs de l'Accord de Paris	N/A
Dollar Tree, Inc.	États-Unis	30-juin-22	5	Rapport sur les cibles de réduction des émissions de GES conformes à l'objectif de l'Accord de Paris	N/A
AMERCO	États-Unis	18-août-22	4	Adopter des cibles de réduction des émissions de GES conformes à l'objectif de l'Accord de Paris	18.9 %
KLA Corporation	États-Unis	02-nov-22	4	Rapport sur les cibles de réduction des émissions de GES conformes à l'objectif de l'Accord de Paris	25.5 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Ces résolutions engagent les entreprises à établir des cibles de réduction des émissions de GES conformes aux objectifs de l'Accord de Paris. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons de ces éléments car ils nous permettent de mieux évaluer la réduction des émissions de la société conformément à l'Accord de Paris, sa performance ESG, et de prendre des décisions d'investissement adaptées.

RISQUE D'EXPOSITION PHYSIQUE

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	7	Rapport sur les risques physiques des changements climatiques	18 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de changement climatique. Les renseignements et les mesures demandées engagent les entreprises à mesurer et à traiter les risques physiques générés par le changement climatique. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons de ces éléments car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG et climatique de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

TRANSITION JUSTE

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Marathon Petroleum Corporation	États-Unis	27-avr-22	9	Rapport sur la stratégie climatique conforme aux ILO "Lignes directrices pour une transition juste"	17 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière d'égalité et de croissance inclusive, et en matière de changement climatique. Les renseignements et les mesures demandés sont conformes à nos attentes relatives à une « transition équitable ». En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

AUTRES – CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Topdanmark A/S	Danemark	24-mars-22	5b	Exiger que Topdanmark adhère à l'International Investor Coalition Net Zero Asset Owner Alliance	4.9 %
Berkshire Hathaway Inc.	États-Unis	30-avr-22	3	Rapport sur les risques et les possibilités liés au climat	26.9 %
United Parcel Service, Inc.	États-Unis	05-mai-22	8	Rapport sur l'harmonisation des réductions d'émissions avec la neutralité carbone d'ici 2050 et un avenir de 1,5 degrés Celsius	11.7 %
Comcast Corporation	États-Unis	01-juin-22	8	Rapport sur les options de plan de retraite alignées sur les objectifs climatiques de l'entreprise	6.0 %
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	19	Modifier les articles pour encourager les énergies renouvelables dispersées	N/A
BHP Group Limited	Australie	10-nov-22	15	Approuver la comptabilité et la vérification du climat	18.8 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. L'information ou les mesures demandées sont conformes à nos attentes en ce qui concerne les impacts et la gestion des risques liés au climat. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG et climatique de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

PLASTIQUE

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Metro Inc.	Canada	25-janv-22	8	Proposer un plan d'action pour atteindre zéro déchet de plastique d'ici 2030	N/A
General Mills, Inc.	États-Unis	27-sept-22	6	Rapport sur la réduction absolue de l'utilisation des emballages en plastique	56 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. BNPP AM s'engage de longue date à réduire la pollution plastique, ayant rejoint le « New Plastics Economy Global Commitment », la déclaration EPR pour la responsabilité élargie des producteurs en matière d'emballage, et la coalition appelant à un Traité mondial sur la pollution plastique. La pollution par le plastique est un problème mondial qui a d'importantes répercussions négatives sur notre environnement, notre société et notre économie. Soutenir cette demande de transparence sur la pollution plastique et challenger la façon dont les entreprises entendent respecter leurs engagements en matière de durabilité, tout en continuant par exemple à distribuer des sacs en plastique à usage unique, est considéré comme une contribution positive à la lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité, tout en générant des impacts sociaux et économiques positifs. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

EAU

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
The Kraft Heinz Company	États-Unis	05-mai-22	5	Rapport sur les mesures et les efforts visant à réduire les risques liés à l'eau	7 %
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	8	Rapport sur les mesures et les efforts visant à réduire les risques liés à l'eau	23 %
Tesla, Inc.	États-Unis	04-août-22	13	Rapport sur l'exposition au risque hydrique	36 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Une divulgation supplémentaire sur la façon dont la société gère la protection des ressources en eau et la qualité de l'eau permettrait aux actionnaires d'évaluer comment la société gère les risques associés. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

ENVIRONMENTAL AND COMMUNITY IMPACT

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Rockwool International A/S	Danemark	06-Apr-22	9.d	Évaluer les répercussions environnementales et communautaires de l'emplacement des usines de fabrication	N/A

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. Cette résolution garantirait les engagements de l'entreprise en ce qui concerne la protection des sites sacrés et la conduite d'activités d'exploration dans les zones autorisées, ainsi que la conformité de l'entreprise aux lois

en vigueur. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées

AUTRE - DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Metro Inc.	Canada	25-janv-22	9	Préciser dans un code de conduite les exigences de la société vis-à-vis de ses fournisseurs sur les engagements de préservation de la biodiversité	N/A
Honeywell International Inc.	États-Unis	25-avr-22	6	Produire un rapport sur le processus de diligence de l'entreprise pour cerner et gérer les risques environnementaux et sociaux liés aux émissions, aux déversements ou aux rejets des activités et de la chaîne de valeur de Honeywell	23 %
The Home Depot, Inc.	États-Unis	19-mai-22	9	Rapport sur les efforts déployés pour éliminer la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement	65 %

Rationnel BNPP AM

Nous soutenons les résolutions qui correspondent à nos engagements et attentes vis-à-vis des entreprises en matière de durabilité environnementale. En tant qu'investisseurs, nous bénéficierons des renseignements et mesures demandés, car ils nous permettent de mieux évaluer la performance ESG de la société en vue de prendre des décisions d'investissement adaptées.

PROPOSITIONS SOCIALES

ÉGALITÉ ET CROISSANCE INCLUSIVE

En 2022, BNPP AM a voté 82 propositions sociales, toutes proposées par les actionnaires. Parmi celles-ci, nous avons **soutenu les 81 propositions suivantes (99 %)**. Dans cette section, nous fournissons un commentaire sur notre rationnel pour les soutenir. Dans une section ultérieure, nous expliquons pourquoi nous nous sommes abstenus ou avons voté contre les autres.

GENRE, ÉGALITÉ ET QUESTIONS DE TRAVAIL

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Costco Wholesale Corporation	États-Unis	20-janv-22	6	Rapport sur la justice raciale et l'équité alimentaire	17.3 %
Apple Inc.	États-Unis	04-mars-22	10	Rapport sur les clauses de dissimulation	50.0 %
Starbucks Corporation	États-Unis	16-mars-22	5	Rapport sur la prévention du harcèlement et de la discrimination en milieu de travail	32.1 %
Charter Communications, Inc.	États-Unis	26-avr-22	7	Adopter une politique de divulgation annuelle des données EEO-1	45.5 %
Charter Communications, Inc.	États-Unis	26-avr-22	8	Rapport sur l'efficacité des mesures et des efforts en matière de diversité, d'équité et d'inclusion	44.7 %
International Business Machines Corporation	États-Unis	26-avr-22	6	Rapport sur les clauses de dissimulation	64.7 %
Toromont Industries Ltd.	Canada	28-avr-22	5	Rapport sur les communautés autochtones ayant des normes de pratique externes certifiées dirigées par des autochtones	1.0 %
Berkshire Hathaway Inc.	États-Unis	30-avr-22	5	Rapport sur l'efficacité des mesures et des efforts d'équité en matière de diversité et d'inclusion	26.2 %
Hennes & Mauritz AB	Suède	04-mai-22	19	Mesures prises par la Commission à l'égard des travailleurs de la chaîne d'approvisionnement H&M	N/A
United Parcel Service, Inc.	États-Unis	05-mai-22	9	Rapport sur l'efficacité des mesures et des efforts d'équité en matière de diversité et d'inclusion	37.7 %
Constellation Software Inc.	Canada	05-mai-22	5	SP : Rapport sur la diversité raciale en milieu de travail	62.8 %
CVS Health Corporation	États-Unis	11-mai-22	7	Adopter une politique sur les congés payés de maladie pour tous les employés	27.1 %
Onex Corporation	Canada	12-mai-22	5	Rapport sur les communautés autochtones ayant des normes de pratique externes certifiées dirigées par des autochtones	16.6 %
Chipotle Mexican Grill, Inc.	États-Unis	18-mai-22	7	Rapport sur l'efficacité des mesures et des efforts d'équité en matière de diversité et d'inclusion	22.0 %

NextEra Energy, Inc.	États-Unis	19-mai-22	5	Rapport sur l'efficacité des mesures et des efforts en matière de diversité, d'équité et d'inclusion	N/A
Amazon.com, Inc.	États-Unis	25-mai-22	10	Rapport sur les risques associés à l'utilisation des clauses de dissimulation	24.9 %
Meta Platforms, Inc.	États-Unis	25-mai-22	6	Rapport sur les risques associés à l'utilisation des clauses de dissimulation	19.0 %
Twitter, Inc.	États-Unis	25-mai-22	5	Rapport sur les risques associés à l'utilisation des clauses de dissimulation	69.3 %
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	10	Rapport sur les risques associés à l'utilisation des clauses de dissimulation	12.4 %
Comcast Corporation	États-Unis	01-juin-22	7	Vérification et rapport sur l'efficacité des politiques sur le harcèlement sexuel	22.3 %
Walmart Inc.	États-Unis	01-juin-22	7	Rapport sur l'harmonisation des objectifs de justice raciale et des salaires de départ	15.0 %
SunRun Inc.	États-Unis	02-juin-22	4	Rapport sur les risques associés à l'utilisation des clauses de dissimulation	2.5 %
Digital Realty Trust, Inc.	États-Unis	03-juin-22	4	Rapport sur les risques associés à l'utilisation des clauses de dissimulation	45.6 %
The TJX Companies, Inc.	États-Unis	07-juin-22	8	Adopter la politique sur les congés de maladie payés pour tous les associés	33.8 %
Activision Blizzard, Inc.	États-Unis	21-juin-22	5	Rapport sur les efforts de prévention des abus, du harcèlement et de la discrimination	N/A
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	10	Modifier les articles pour ajouter des dispositions concernant la gestion fondée sur la RSE (diversité des genres)	N/A
Tesla, Inc.	États-Unis	04-août-22	7	Rapport sur les efforts de prévention du harcèlement et de la discrimination en milieu de travail	47.4 %
FedEx Corporation	États-Unis	19-sept-22	8	Rapport sur le racisme dans la culture d'entreprise	12.8 %
Microsoft Corporation	États-Unis	13-déc-22	5	Rapport sur l'embauche de personnes ayant un dossier d'arrestation ou d'incarcération	10.9 %

Rationnel BNPP AM

BNPP AM s'engage à promouvoir la diversité, l'égalité et l'inclusion. BNPP AM utilise sa politique de vote et ses droits de vote pour améliorer l'égalité, à travers l'égalité salariale, la promotion professionnelle, la formation, le développement des compétences et d'autres questions. Nous soutenons également les efforts visant à promouvoir la diversité entre les rôles professionnels et à améliorer la représentation des femmes dans les conseils d'administration, afin de réaliser une gouvernance partagée. BNPP AM s'engage également à aborder les droits humains dans la chaîne d'approvisionnement et les droits des communautés locales et des peuples autochtones.

LES DROITS DE L'HOMME DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ET PARMIS LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES PEUPLES AUTOCHTONES

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Apple Inc.	États-Unis	04-mars-22	7	Rapport sur le travail forcé	33.7 %
Apple Inc.	États-Unis	04-mars-22	9	Rapport sur la vérification des droits civils	53.6 %
The Walt Disney Company	États-Unis	09-mars-22	6	Rapport sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne	40.0 %
Royal Bank of Canada	Canada	07-avr-22	5	SP 2 : Évaluer et atténuer les risques liés aux droits de la personne et à la réputation associés au financement du logement	21.7 %
SVB Financial Group	États-Unis	21-avr-22	4	Rapport sur la vérification de la justice raciale par un tiers	34.9 %
Citigroup Inc.	États-Unis	26-avr-22	7	Rapport sur le respect des droits des peuples autochtones	35.7 %
Wells Fargo & Company	États-Unis	26-avr-22	8	Rapport sur le respect des droits des peuples autochtones	26.7 %
Wells Fargo & Company	États-Unis	26-avr-22	10	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	36.8 %
Johnson & Johnson	États-Unis	28-avr-22	7	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	62.6 %
Hennes & Mauritz AB	Suède	04-mai-22	21	Rapport sur la prévention des achats indirects de biens et de l'utilisation du travail forcé	N/A
Loblaw Companies Limited	Canada	05-mai-22	4	SP 1 : Rapport sur les répercussions réelles et potentielles des droits de la personne sur les travailleurs migrants	11.9 %
Loblaw Companies Limited	Canada	05-mai-22	5	SP 2 : Publier annuellement un résumé des résultats des vérifications des fournisseurs de l'entreprise	33.6 %
Waste Management, Inc.	États-Unis	10-mai-22	4	Rapport sur la vérification des droits civils	55.5 %
American Water Works Company, Inc.	États-Unis	11-mai-22	5	Rapport sur la vérification de l'équité raciale par un tiers	49.5 %
Intel Corporation	États-Unis	12-mai-22	6	Rapport sur la vérification des droits civils des tiers	19.0 %
Republic Services, Inc.	États-Unis	16-mai-22	5	Rapport sur la vérification indépendante de la justice environnementale	36.1 %
Republic Services, Inc.	États-Unis	16-mai-22	6	Rapport sur la vérification des droits civils des tiers	39.2 %

The Hershey Company	États-Unis	17-mai-22	4	Rapport sur l'éradication du travail des enfants dans la production de cacao	8.0 %
Chipotle Mexican Grill, Inc.	États-Unis	18-mai-22	6	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	36.7 %
Anthem, Inc.	États-Unis	18-mai-22	6	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	41.2 %
Mondelez International, Inc.	États-Unis	18-mai-22	4	Superviser une vérification de l'équité raciale et en faire rapport	48.6 %
The Home Depot, Inc.	États-Unis	19-mai-22	10	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	62.8 %
Chevron Corporation	États-Unis	25-mai-22	9	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	47.5 %
Amazon.com, Inc.	États-Unis	25-mai-22	6	Rapport d'une tierce partie de la Commission évaluant le processus de diligence raisonnable en matière de droits de la personne de l'entreprise	40.3 %
Amazon.com, Inc.	États-Unis	25-mai-22	13	Rapport sur la protection des droits à la liberté syndicale et à la négociation collective	38.9 %
Amazon.com, Inc.	États-Unis	25-mai-22	19	Étude et rapport de la Commission sur les risques associés au recours à la reconnaissance	40.7 %
The Travelers Companies, Inc.	États-Unis	25-mai-22	7	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	47.8 %
Meta Platforms, Inc.	États-Unis	25-mai-22	10	Publier l'étude d'impact sur les droits de la personne d'un tiers	23.8 %
Stericycle, Inc.	États-Unis	26-mai-22	5	Rapport sur la vérification des droits civils des tiers	60.6 %
McDonald's Corporation	États-Unis	26-mai-22	8	Rapport sur la vérification des droits civils des tiers	56.3 %
Lowe's Companies, Inc.	États-Unis	27-mai-22	9	Rapport sur les risques des fournisseurs de l'entreprise qui classent les employés comme des entrepreneurs indépendants	35.7 %
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	9	Superviser et signaler une vérification d'équité raciale par un tiers	22.6 %
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	13	Rapport sur les risques de faire des affaires dans les pays où les droits de la personne sont importants	17.3 %
Alphabet Inc.	États-Unis	01-juin-22	16	Évaluation par un tiers de la gestion par la société de la désinformation et de la désinformation sur les plateformes	23.4 %
Comcast Corporation	États-Unis	01-juin-22	5	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	18.3 %
The TJX Companies, Inc.	États-Unis	07-juin-22	5	Rapport sur l'évaluation de la diligence raisonnable en matière de droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement	24.6 %
The TJX Companies, Inc.	États-Unis	07-juin-22	6	Rapport sur les risques des fournisseurs de l'entreprise qui classent les employés comme des entrepreneurs indépendants	31.8 %
Dollarama Inc.	Canada	08-juin-22	4	SP 1 : Liberté d'association	17.8 %
Salesforce, Inc.	États-Unis	09-juin-22	7	Superviser et signaler un audit d'équité raciale	33.9 %
General Motors Company	États-Unis	13-juin-22	6	Rapport sur l'utilisation du travail des enfants dans les véhicules électriques	23.5 %
The Kroger Co.	États-Unis	23-juin-22	6	Rapport sur les droits de l'homme et la protection des travailleurs agricoles	N/A
Tesla, Inc.	États-Unis	04-août-22	11	Adopter une politique sur le respect des droits à la liberté syndicale et à la négociation collective	35.8 %
Tesla, Inc.	États-Unis	04-août-22	12	Rapport sur l'éradication du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement des batteries	11.8 %
Sysco Corporation	États-Unis	18-nov-22	4	Rapport sur la vérification des droits civils des tiers	N/A
Sysco Corporation	États-Unis	18-nov-22	5	Rapport de la Commission sur l'évaluation des risques liés à la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise	18.7 %

Rationnel BNPP AM

BNPP AM s'est engagé à respecter et à promouvoir les droits humains. Nous considérons l'impact potentiel des activités menées par les entreprises dans lesquelles nous investissons sur les droits humains et nous nous assurons que ces entreprises ont mis en place les processus nécessaires pour éviter des impacts sévères.

PROPOSITIONS LIÉES À LA RÉMUNÉRATION

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Apple Inc.	États-Unis	04-mars-22	8	Rapport sur l'écart salarial médian entre les sexes et les races	33.6 %
The Walt Disney Company	États-Unis	09-mars-22	7	Rapport sur l'écart de rémunération entre les sexes et les races	60.0 %
Cigna Corporation	États-Unis	27-avr-22	5	Rapport sur l'écart de rémunération entre les sexes	33.2 %
Amazon.com, Inc.	États-Unis	25-mai-22	17	Rapport sur l'écart salarial médian entre les sexes et les races	28.8 %
Lowe's Companies, Inc.	États-Unis	27-mai-22	5	Rapport sur l'écart salarial médian entre les sexes et les races	58.0 %
Booking Holdings Inc.	États-Unis	09-juin-22	5	Rapport sur les mesures de rendement relatives aux changements climatiques dans le programme de rémunération des cadres supérieurs	15.5 %
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	24	Modifier les articles pour introduire le système de rémunération des dirigeants lié aux facteurs ESG	N/A

Rationnel BNPP AM

BNPP AM prend très au sérieux ses responsabilités morales et juridiques en matière d'égalité salariale et dialogue régulièrement avec les entreprises pour veiller à ce que les résolutions relatives à la rémunération soient équitables et non sexistes. BNPP AM utilise également ses droits de vote pour promouvoir l'égalité salariale.

1.2 RESOLUTIONS AUXQUELLES BNPP AM A VOTE CONTRE

Nous avons voté contre une résolution environnementale.

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Equinor ASA	Norvège	11-Mai-22	18	Demander à la société de se départir de toutes les activités internationales, d'abord dans le secteur de l'énergie renouvelable, puis dans celui de la production de pétrole	0.2 %

Rationnel BNPP AM

Nous avons voté contre cette proposition des actionnaires parce que nous la jugeons trop prescriptive.

1.3 RESOLUTIONS AUXQUELLES BNPP AM S'EST ABSTENU

Nous nous sommes abstenus à 8 résolutions environnementales et 1 résolution sociale.

Résolutions environnementales

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Equinor ASA	Norvège	11-mai-22	14	Demander à la société d'arrêter toute exploration pétrolière et gazière dans le secteur norvégien de la mer de Barents	0.5 %
Equinor ASA	Norvège	11-mai-22	15	Demander à la société de cesser toute activité d'exploration et de forage d'essai pour les ressources énergétiques fossiles	0.2 %
Equinor ASA	Norvège	11-mai-22	16	Accroître les investissements dans l'énergie renouvelable, mettre fin à de nouvelles activités d'exploration dans la mer de Barents, mettre fin aux activités internationales et élaborer un plan de fermeture progressive de l'industrie pétrolière	0.3 %
Equinor ASA	Norvège	11-mai-22	17	Demander à la direction de présenter une stratégie de transformation des activités réelles en production d'énergie durable	0.4 %
Chubb Limited	Suisse	19-mai-22	13	Adopter et divulguer des politiques pour s'assurer que la tarification ne soutient pas les nouveaux approvisionnements en combustibles fossiles	19.4 %
Chubu Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	8	Modifier les articles pour introduire des dispositions concernant les énergies renouvelables	N/A
The Kansai Electric Power Co., Inc.	Japon	28-juin-22	5	Modifier les articles pour ajouter une disposition selon laquelle le service public fonctionnera pour promouvoir l'élimination progressive du nucléaire, la décarbonation et l'énergie renouvelable	N/A
Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc.	Japon	29-juin-22	5	Modifier les articles pour divulguer les mesures à prendre pour s'assurer que les prêts et la prise ferme de l'entreprise ne sont pas utilisés pour l'expansion de l'approvisionnement en combustibles fossiles ou des infrastructures connexes	N/A

Résolutions sociales

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% des votes Pour
Exelon Corporation	États-Unis	26-avr-22	4	Rapport sur l'utilisation du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement	N/A

Rationnel BNPP AM

Exelon Corporation : Nous nous sommes abstenus parce que la résolution semblait aller à l'encontre du développement des véhicules électriques. Le conseil d'administration a déclaré que la société ne fabrique ni ne contrôle les canaux

d'approvisionnement en cobalt pour ces batteries et que les préoccupations du promoteur liées à la chaîne d'approvisionnement associée à l'extraction de cobalt échappent à son contrôle et à son activité principale.

Equinor ASA : Nous nous sommes abstenus sur les quatre résolutions d'actionnaires que nous jugeons trop normatives.

Chubb Limited : Nous souhaitons encourager les entreprises de tous les secteurs à améliorer la transparence sur la façon dont elles gèrent le changement climatique et à adopter l'ambition de s'aligner sur la neutralité carbone d'ici 2050, et c'est pourquoi nous avons soutenu la résolution des actionnaires présentée au point 14 (« publier un rapport »). La proposition faite à l'article 13 a quant à elle été jugée trop normative puisqu'elle préconise l'adoption de politiques qui relèvent de la compétence du management. Nous n'avons donc pas soutenu cette résolution.

Chubu Electric Power Co., Inc : Nous avons décidé de nous abstenir sur cette résolution que nous avons jugée trop normative. De plus, nous considérons qu'il incombe à la direction et au conseil d'administration de mettre en œuvre l'objectif du développement des énergies renouvelables.

Kansai Electric Power Co., Inc : Nous avons décidé de nous abstenir sur cette résolution parce que nous étions d'accord avec la promotion de la décarbonation et des énergies renouvelables mais pas sur la dénucléarisation.

Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc. : Nous avons décidé de nous abstenir sur cette résolution car, bien que l'esprit de la proposition (aligner les financements sur les objectifs de l'Accord de Paris) soit pertinent, le libellé relatif à la limitation systématique de l'utilisation des produits est trop vague et trop normatif (p. ex., « infrastructure associée »). Il semble irréaliste de considérer une telle limitation de l'utilisation des « use of proceeds » et nous reconnaissons la difficulté de sa mettre en œuvre, par exemple en ce qui concerne les prêts « general purpose ». Par conséquent, le contenu ne justifie pas notre soutien et ne semble pas être autorisé par les statuts de la société.

2. PROPOSITIONS SOUMISES PAR LES ENTREPRISES: RESOLUTIONS SAY-ON-CLIMATE

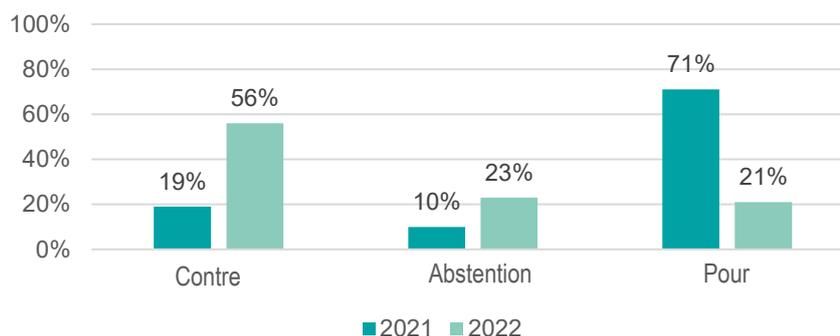
Dans le domaine du climat, une tendance notable est l'émergence de **résolutions dites « Say-on-Climate »**, un type de résolutions inscrites de manière proactive par la direction à l'ordre du jour des assemblées générales des entreprises, dont le but est d'offrir aux actionnaires un vote sur la stratégie et/ou le rapport climatique de l'entreprise.

Le nombre de résolutions d'entreprises liées au climat a presque doublé en 2022, avec 46 résolutions au total, principalement en Europe. En 2022, sur la base de son propre périmètre de vote, BNPP AM a voté **40 résolutions Say-on-Climate** contre 21 l'année précédente.

Avec le renforcement de sa Politique de Gouvernance et de Vote début 2022 et l'introduction d'une grille d'évaluation pour les Say-on-Climat, BNPP AM a fixé des attentes précises en ce qui concerne les plans d'action climatiques des entreprises. Parmi ces exigences figure, par exemple, l'engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ou plus tôt, conformément aux efforts mondiaux visant à limiter le réchauffement à 1,5°C. Ces attentes ont conduit BNPP AM à augmenter considérablement son taux d'opposition¹⁰ à de telles résolutions, passant de 21 % en 2021 à 79 % en 2022.

¹⁰ Vote contre et abstention

Votes de BNPP AM sur les résolutions climatiques des entreprises, période 2021 - 2022



2.1 ZOOM SUR LES VOTES POUR

Nous avons voté en faveur de **8 résolutions Say-on-Climat en 2022**, en tenant compte des caractéristiques-clés suivantes :

- La divulgation des émissions de GES pertinentes liées aux activités (scopes 1, 2 et 3, le cas échéant) en termes absolus ;
- L'ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard, conformément aux efforts mondiaux visant à limiter le réchauffement à 1,5 degrés Celsius ;
- Des cibles courtes et moyennes pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard et qui traitent, par ordre de priorité, des champs d'émissions les plus pertinents de l'entreprise ;
- Un reporting en ligne avec les recommandations de la Task-Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) ;
- Une meilleure performance relative et trajectoire climatique que les pairs comparables.

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% opposition
Aena S.M.E. SA	Espagne	31-mars-22	12	Vote consultatif sur le rapport mis à jour de 2021 de la société sur le plan d'action climatique	5.6 %
Atlantia SpA	Italie	29-avr.-22	5	Approuver le plan de transition climatique	1.5 %
Aviva Plc	Royaume-Uni	9-mai-22	3	Approuver la divulgation financière liée au climat	2.1 %
Canadian National Railway Company	Canada	20-mai-22	4	Vote consultatif de la direction sur le changement climatique	1.5 %
Electricité de France SA	France	12-mai-22	13	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise (conseil)	0.1 %
Icade SA	France	22-avr.-22	16	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise	0.7 %
TotalEnergies SE	France	25-mai-22	16	Approuver le plan de durabilité et de transition climatique de l'entreprise	11.1 %
UBS Group AG	Suisse	6-avr.-22	3	Approuver le plan d'action climatique	22.3 %

Cas pratiques :

Atlantia SpA (Industrie) : La société a adopté une ambition de neutralité carbone d'ici 2040, couvrant tous les champs d'activité. À la date de son AGM, elle avait réalisé des progrès importants par rapport à ses cibles de réduction des scopes 1 et 2, également établies à moyen et à long terme. Bien que la société ait toujours dû divulguer les cibles de réduction du scope 3 pour les échéances à court et à moyen terme, cela a été atténué par son engagement public de les soumettre au SBTi d'ici la fin de 2022, une démarche à suivre de près.

Icade SA (Immobilier) : La société a adopté une ambition de neutralité carbone d'ici 2050, divulgué ses émissions de GES en termes absolus (y compris le scope 3), fixé des objectifs de réduction intermédiaires à court, moyen et long terme en s'alignant sur l'objectif d'atteindre un scénario de 1,5 °C et publie un rapport TCFD. À la date de son AG annuelle, nous avons

constaté que l'entreprise n'avait pas encore validé ses cibles par l'entremise de SBTi et avons décidé de surveiller les progrès à cet égard.

TotalEnergies SE (Énergie) : Depuis son AG annuelle 2021, la société a apporté des améliorations importantes à sa stratégie climatique, démontrant une meilleure trajectoire climatique que ses pairs comparables. La société a adopté l'ambition de neutralité carbone d'ici 2050 couvrant également les émissions de scope 3, divulgue ses émissions de GES sur tous les périmètres ainsi que des cibles intermédiaires en termes absolus. D'après l'évaluation de l'initiative Transition Pathway, à la date de son AG annuelle de 2022, la société était mieux positionnée que la plupart de ses pairs européens sur la trajectoire vers un scénario 1,5°C. Bien que la société ait encore dû publier une cible de réduction de scope 3 à court terme à cette date, cela a été atténué par son engagement public à le faire au cours des mois suivants.

2.2 ZOOM SUR LES VOTES ABSTENTION

Nous nous sommes abstenus sur les résolutions climatiques de **9 entreprises**.

Les résolutions Say-on-Climat auxquelles nous avons décidé de nous abstenir ont généralement présenté des caractéristiques positives clés telles qu'énoncées ci-dessus (voir la section « Zoom sur les votes Pour ») tout en restant incomplètes à cet égard. S'abstenir sur de telles résolutions est un moyen pour BNPP AM de reconnaître que le plan climatique de l'entreprise va dans la bonne direction tout en pointant des éléments-clés qui lui manquent encore pour être pleinement crédible. Ce choix a également été guidé par la prise en compte des performances et trajectoires climatiques des entreprises par rapport à leurs pairs comparables et par d'autres facteurs jugés importants pour l'entreprise (p. ex., le développement des capacités d'énergie renouvelable dans le secteur des services publics) ou annonces publiques concernant les améliorations du plan climatique à venir, y compris l'adoption de cibles de réduction des émissions de GES.

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% opposition
Amundi SA	France	18-Mai-22	21	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise	2.3 %
Anglo American Plc	Royaume-Uni	19-Avril-22	19	Approuver le rapport climatique	5.8 %
Carmila SA	France	12-Mai-22	13	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise	2.0 %
ENGIE SA	France	21-Avril-22	15	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise	3.3 %
Ferrovial SA	Espagne	06-Avril-22	10	Vote consultatif sur le plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise	7.5 %
Holcim Ltd.	Suisse	04-Mai-22	6	Approuver le rapport climatique	10.1 %
London Stock Exchange Group Plc	Royaume-Uni	27-Avril-22	4	Approuver le plan de transition climatique	1.4 %
NatWest Group Plc	Royaume-Uni	28-Avril-22	28	Approuver la stratégie climatique	7.4 %
Royal Dutch Shell Plc	Royaume-Uni	24-Mai-22	20	Approuver la mise à jour sur le progrès de Shell en matière de transition énergétique	20.1 %

Cas pratiques:

AngloAmerican Plc (Matériaux) : Nous n'avons pas voté en faveur, étant donné que la société a fixé des objectifs de réduction partiels du scope 3 et aucun objectif validé par SBTi. Toutefois, nous ne nous sommes pas opposés car la société a affiché un bon positionnement relatif par rapport à ses pairs, avec des engagements ambitieux établis en 2021 d'avoir huit sites neutres en carbone d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone sur les scopes 1 et 2 d'ici 2040. Par ailleurs, la société a fixé l'ambition d'atteindre une réduction de 50 % du Scope 3 d'ici 2040.

Engie SA (Services publics) : Nous n'avons pas voté en faveur, étant donné que la société opère dans un secteur clé de la transition énergétique et a déclaré publiquement qu'elle alignerait ses engagements climatiques sur un niveau bien inférieur à 2 °C (plutôt qu'à 1,5 °C). Toutefois, nous ne nous sommes pas opposés car la société s'est bien engagée à atteindre la neutralité carbone dans tous les domaines d'émissions – à un horizon plus rigoureux que celui de 2050 (2045) – et s'est fixée un objectif ambitieux en matière de développement de la capacité de production renouvelable (80 GW d'ici 2030 contre 34,4 GW en 2021). De nouveaux progrès doivent être encouragés sur le plan de transition climatique.

London Stock Exchange Group Plc (Finance) : Nous n'avons pas voté en faveur, compte tenu de l'absence de cibles de réduction à court terme pour tous les scopes (horizon 2025) et d'une cible de réduction partielle du scope 3 d'ici 2030 qui pourrait ne pas inclure toutes les sources d'émissions pertinentes du scope 3 pour l'entreprise (p. ex., centres de données externalisés). Toutefois, nous ne nous sommes pas opposés car la société s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 (sur tous les champs d'émissions) et a établi des cibles provisoires valides pour 2030.

Royal Dutch Shell Plc (Énergie) : Nous n'avons pas voté en faveur, compte tenu de la trajectoire climatique de l'entreprise qui demeure au-dessus de 2 °C selon l'initiative Transition Pathway et de l'absence d'un objectif de réduction des émissions de GES de scope 3 (objectifs de réduction agrégés pour tous les scopes et exprimés en intensité). Toutefois, nous ne nous sommes pas opposés car la société a récemment amélioré son plan climatique grâce à de nouveaux engagements pris en octobre 2021 et a répondu à la demande de ses parties prenantes externes d'établir des cibles de réduction absolues (-50 % des émissions de GES pour les scopes 1 et 2 d'ici 2030).

2.3 ZOOM SUR LES VOTES CONTRE

Nous avons voté contre les résolutions climatiques de **22 entreprises**.

En 2022, nous avons voté contre une partie importante des résolutions Say-on-Climat étant donné le caractère prématuré des plans climatiques soumis au vote des actionnaires. Dans certains cas, ces plans ne reposaient pas même sur un engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard ou, lorsqu'ils le faisaient, cette ambition ne couvrait pas toutes les émissions de GES générées directement ou indirectement par les activités. Dans de nombreux cas, les plans climatiques ne comportaient pas d'objectifs intermédiaires de réduction à court terme (2025) et à moyen terme (2030) ou ces objectifs couvraient partiellement les émissions de GES, souvent à l'exclusion du Scope 3. Nous avons été particulièrement attentifs aux plans climatiques qui ne comportaient pas de reporting ou de cibles de réduction des émissions de GES de Scope 3 lorsque l'entreprise exerçait ses activités dans un secteur d'activité jugé particulièrement à risque pour le climat et lorsque le Scope 3 représentait la plus grande source de ses émissions de GES.

Nom de l'entreprise	Pays	Date de l'AG	Numéro de la résolution	Texte de la résolution	% opposition
APA Group	Australie	19-Oct-22	2	Approuver le plan de transition climatique	20.6 %
Barclays Plc	Royaume-Uni	04-Mai-22	26	Approuver la stratégie climatique, les cibles et les progrès de Barclays pour 2022	19.2 %
BP Plc	Royaume-Uni	12-Mai-22	3	Approuver la neutralité carbone – Du rapport Ambition à l'action	11.5 %
Canadian Pacific Railway Limited	Canada	27-Avril-22	4	Vote consultatif de la direction sur les changements climatiques	13.1 %
Carrefour SA	France	03-Juin-22	13	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise	12.6 %
Elis SA	France	19-Mai-22	16	Approuver l'engagement de l'entreprise à définir son plan de transition climatique	4.5 %
Equinor ASA	Norvège	11-Mai-22	10	Approuver le plan de transition énergétique de l'entreprise (crédit consultatif)	3.4 %
Getlink SE	France	27-Avril-22	26	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise (conseils)	2.7 %
Kingspan Group Plc	Irlande	29-Avril-22	5	Approuver le rapport Planet Passionate	3.9 %
M&G Plc	Royaume-Uni	25-Mai-22	15	Approuver le plan de transition climatique et la divulgation des renseignements financiers liés au climat	20.4 %
Mercialys SA	France	28-Avril-22	19	Approuver le plan de transition climatique de l'entreprise	18.9 %
National Grid Plc	Royaume-Uni	11-Juillet-22	19	Approuver le plan de transition climatique	1.6 %

Nexity SA	France	18-Mai-22	19	Approuver le plan de transition de l'entreprise en matière de biodiversité et de climat	12.1 %
Repsol SA	Espagne	05-Mai-22	17	Vote consultatif sur la stratégie climatique de l'entreprise	17.0 %
Rio Tinto Limited	Australie	05-Mai-22	17	Approuver le plan d'action climatique	15.7 %
Rio Tinto Plc	Royaume-Uni	08-Avril-22	17	Approuver le plan d'action climatique	15.7 %
Santos Limited	Australie	03-Mai-22	4	Approuver le vote consultatif sur les changements climatiques	36.9 %
South32 Ltd.	Australie	27-Oct-22	5	Approuver le vote consultatif sur le plan d'action sur les changements climatiques	10.4 %
SSE Plc	Royaume-Uni	21-Juillet-22	21	Approuver le rapport de transition vers la neutralité carbone	1.1 %
Standard Chartered Plc	Royaume-Uni	04-Mai-22	31	Approuver le parcours de neutralité carbone	17.0 %
United Utilities Group Plc	Royaume-Uni	22-Juillet-22	16	Approuver les divulgations financières liées au climat	19.4 %
Woodside Petroleum Ltd.	Australie	19-Mai-22	9	Approuver le rapport sur le climat	49.0 %

Cas pratiques :

Groupe APA (Services publics) : La société exerce ses activités dans le secteur du pétrole et du gaz et n'a pas divulgué ses émissions de GES de Scope 3 pour le dernier exercice. Il n'est pas clair si l'entreprise compte les reporter à court terme. De plus, les ambitions de la société en matière de neutralité carbone ne couvrent pas les émissions de GES de Scope 3 et elle n'a fixé aucune cible de réduction du Scope 3, alors qu'il s'agit d'une source importante de ses émissions totales. Bien que la société indique qu'elle travaillera sur les cibles de Scope 3 en conjonction de son prochain plan de transition climatique en 2025, 2025 est un horizon trop tardif pour l'élaboration de ces cibles.

Carrefour SA (Biens de consommation) : L'entreprise n'a pas divulgué ses émissions absolues de GES du Scope 3 et n'a pas adopté une ambition de neutralité carbone couvrant les émissions du Scope 3. En conséquence, la société n'a pas encore fixé d'objectif de réduction de Scope 3 à moyen terme. Nous avons jugé que ce plan climatique n'était pas suffisamment mûr pour justifier notre soutien.

Santos Ltd. (Énergie) : L'ambition de neutralité carbone de l'entreprise ne couvre pas les émissions de Scope 3 et elle n'a fixé aucune cible de réduction de Scope 3 à aucun horizon temporel. De plus, elle n'a pas fixé d'objectifs de réduction des Scopes 1 et 2 à court terme (avant 2030) tout en opérant dans le secteur sensible de l'exploration et de la production pétrolières et gazières.

South32 Ltd. (Matériaux) : Bien que l'entreprise ait adopté une ambition de neutralité carbone d'ici 2050, elle n'a pas établi de cibles de réduction des émissions de GES à court terme, ni de cibles de réduction de Scope 3, y compris à moyen terme (p. ex., en 2035 comme elle l'a fait pour les Scope 1-2) alors qu'elle opère dans l'industrie des métaux et des minerais et que cela représente la plus grande source de ses émissions.

Woodside Petroleum Ltd. (Énergie) : L'entreprise n'a fixé aucune cible de réduction de Scope 3, à aucun horizon temporel, et sa trajectoire climatique à date est bien au-dessus de 2 °C selon l'initiative Transition Pathway.

ANNEXE 3. LISTE DES ENGAGEMENTS EN 2022

Émetteur	Pays	Émetteur	Pays
3M CO	États-Unis	ASTRAZENECA PLC	Corée du Sud
A2A SPA	Italie	ATLANTIA SPA	Italie
AAREAL BANK AG	Allemagne	ATOS SE	France
ABN AMRO BANK NV	Pays-Bas	AUSTRALIE (COMMONWEALTH OF)	Australie
ABU DHABI COMMERCIAL BANK PJSC	Émirats arabes unis	AUTRICHE (REPUBLIC OF)	Autriche
ACTIVISION BLIZZARD INC	États-Unis	AVERY DENNISON CORPORATION	États-Unis
ADIDAS AG	Allemagne	AXA SA	France
ADOBE INC	États-Unis	BANCA MEDIOLANUM SPA	Italie
AEDIFICA SA	Belgique	BANCA MONTE DEI PASCHI DI SIENA SPA	Italie
AEROPORTS DE PARIS SA	France	BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA	Espagne
AIA GROUP LTD	Hong Kong	BANCO BTG PACTUAL SA	Brésil
AIB GROUP PLC	Irlande	BANCO PAN SA	Brésil
AIR PRODUCTS AND CHEMICALS INC	États-Unis	BANCO SANTANDER SA	Espagne
AIRBUS SE	Pays-Bas	BANK OF AMERICA CORP	États-Unis
AKZO NOBEL NV	Pays-Bas	BARCLAYS PLC	Corée du Sud
ALIBABA GROUP HOLDING LTD	Chine	BASF SE	Allemagne
ALLIANZ SE	Allemagne	BASQUE AUTONOMOUS COMMUNITY OF	Espagne
ALPHABET INC	États-Unis	BAYER AG	Allemagne
ALSTOM SA	France	BAYERISCHE MOTOREN WERKE AG	Allemagne
AMADEUS FIRE AG	Allemagne	BAYERNLB HOLDING AG	Allemagne
AMAZON.COM INC	États-Unis	BEFESA SA	Luxembourg
AMERICAN EAGLE OUTFITTERS INC	États-Unis	BELGIQUE KINGDOM OF (GOVERNMENT)	Belgique
AMUNDI SA	France	BENETEAU SA	France
ANDALUCIA AUTONOMOUS COMMUNITY	Espagne	BFF BANK SPA	Italie
ANEKA TAMBANG TBK PT	Indonésie	BNP PARIBAS SA	France
ANGLO AMERICAN PLC	Corée du Sud	BOLIDEN AB	Suède
ANTOFAGASTA PLC	Corée du Sud	BOUYGUES SA	France
AON PLC	Irlande	BPCE SA	France
APERAM SA	Luxembourg	BRASKEM SA	Brésil
APPLE INC	États-Unis	BRISTOL-MYERS SQUIBB CO	États-Unis
APPLUS SERVICES SA	Espagne	BUNGE LTD	États-Unis
ARCELORMITTAL SA	Luxembourg	CAISSE DE REFINANCEMENT DE L HABITAT	France
ARCHER DANIELS MIDLAND CO	États-Unis	CANADA (GOVERNMENT OF)	Canada
ARDAGH GROUP SA	Luxembourg	CANCOM SE	Allemagne
ARGENX SE	Pays-Bas	CAPGEMINI SE	France
ARKEMA SA	France	CAPITAL ONE FINANCIAL CORPORATION	États-Unis
ARNOLDO MONDADORI EDITORE SPA	Italie	CARBIOS SA	France
ASML HOLDING NV	Pays-Bas	CARREFOUR SA	France
ASR NEDERLAND NV	Pays-Bas	CBOE GLOBAL MARKETS INC	États-Unis
ASSICURAZIONI GENERALI SPA	Italie	CHEVRON CORP	États-Unis

Émetteur	Pays	Émetteur	Pays
CHINE MENGNIU DAIRY CO LTD	Hong Kong	EDENRED	France
CHINE YANGTZE POWER CO LTD	Chine	EIFFAGE SA	France
CHR HANSEN A/S	Danemark	ELECTRICITE DE FRANCE SA	France
CHUBU ELECTRIC POWER COMPANY INC	Japon	EMERGENT BIOSOLUTIONS INC	États-Unis
CK HUTCHISON INTERNATIONAL (16) LTD	Îles Caïmans	EMIRATES NBD BANK PJSC	Émirats arabes unis
CLP HOLDINGS LTD	Hong Kong	EMMI AG	Suisse
COLUMBIA SPORTSWEAR COMPANY	États-Unis	ENCE ENERGIA Y CELULOSA SA	Espagne
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN SA	France	ENEL SPA	Italie
COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT SA	Suisse	ENGIE SA	France
COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN SCA	France	ENI SPA	Italie
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SE	France	ENTEGRIS INC	États-Unis
CONTINENTAL AG	Allemagne	ERICSSON SPA	Suède
COPART INC.	États-Unis	ESSILORLUXOTTICA SA	France
CORTEVA INC	États-Unis	ESSITY AB (PUBL)	Suède
COSTCO WHOLESALE CORPORATION	États-Unis	EUGLENA CO LTD	Japon
COVESTRO AG	Allemagne	EVONIK INDUSTRIES AG	Allemagne
COVIVIO SA	France	EXXON MOBIL CORP	États-Unis
CRANSWICK PLC	Corée du Sud	FAGRON NV	Belgique
CREDIT AGRICOLE SA	France	FINECOBANK BANCA FINECO SPA	Italie
CREDIT SUISSE GROUP AG	Suisse	FLUIDRA SA	Espagne
CRH PLC	Irlande	GECINA SA	France
CTP NV	Pays-Bas	GENERAC POWER SYSTEMS INC	États-Unis
CYBERARK SOFTWARE LTD	Israël	GENERAL ELECTRIC CO	États-Unis
DANONE SA	France	GENERAL MILLS INC	États-Unis
DASSAULT SYSTEMES	France	GENERAL MOTORS CO	États-Unis
DATADOG INC	États-Unis	GEORG FISCHER AG	Suisse
DBS GROUP HOLDINGS LTD	Singapore	GLANBIA PLC	Irlande
DELTA AIR LINES INC	États-Unis	GLENCORE PLC	Suisse
DEMIRE DEUTSCHE MITTELSTAND REAL ESTATE AG	Allemagne	GMR HYDERABAD INTERNATIONAL AIRPORT LTD	Inde
DANEMARK KINGDOM OF (GOVERNMENT)	Danemark	GOLDMAN SACHS GROUP INC/THE	États-Unis
DERICHEBOURG SA	France	GRAND CITY PROPERTIES SA	Luxembourg
DEUTSCHE BOERSE AG	Allemagne	GRAY TELEVISION INC	États-Unis
DEUTSCHE POST AG	Allemagne	GRÈCE REPUBLIC OF (GOVERNMENT)	Grèce
DEUTSCHE TELEKOM AG	Allemagne	GREEN PLAINS INC	États-Unis
DICKS SPORTING GOODS INC.	États-Unis	GRENCORE GROUP PLC	Irlande
DOW CHEMICAL COMPANY (THE)	États-Unis	GRIEG SEAFOOD ASA	Norvège
E.ON SE	Allemagne	GROUPE CRIT	France
EAST JAPON RAILWAY COMPANY	Japon	GSK PLC	Corée du Sud
EASTMAN CHEMICAL COMPANY	États-Unis	HAMBORNER REIT AG	Allemagne
ECOLAB INC	États-Unis	HAMILTON LANE INC	États-Unis
ECOMIAM SA	France	HERMES INTERNATIONAL SCA	France

Émetteur	Pays
HINDALCO INDUSTRIES LTD	Inde
HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES	France
HOLCIM AG	Suisse
HOMEVI SAS	France
HOPSON DEVELOPMENT HOLDINGS LTD	Hong Kong
HOSPITAL MATER DEI SA	Brésil
HOWDEN JOINERY GROUP PLC	Corée du Sud
HSBC HOLDINGS PLC	Corée du Sud
HYDROGEN-REFUELING-SOLUTIONS SA	France
IBERDROLA SA	Espagne
ICICI BANK LTD	Inde
ID LOGISTICS SAS	France
ILLINOIS TOOL WORKS INC	États-Unis
INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINE LTD	Chine
INFINEON TECHNOLOGIES AG	Allemagne
INLI	France
INNER MONGOLIA YILI INDUSTRIAL GROUP CO LTD	Chine
INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORP	États-Unis
INTESA SANPAOLO SPA	Italie
INVESTITIONSBANK BERLIN	Allemagne
IPSOS SA	France
IRISH CONTINENTAL GROUP PLC	Irlande
ITALIE (REPUBLIC OF)	Italie
J SAINSBURY PLC	Corée du Sud
JAPON POST HOLDINGS CO LTD	Japon
JAZZ PHARMACEUTICALS PLC	Irlande
JBS SA	Brésil
JG SUMMIT HOLDINGS INC.	Philippines
JOHNSON MATTHEY PLC	Corée du Sud
JPMORGAN CHASE & CO	États-Unis
JUBILANT FOODWORKS LTD	Inde
KDDI CORPORATION	Japon
KERING SA	France
KEYWORDS STUDIOS PLC	Irlande
KFW	Allemagne
KLEPIERRE SA	France
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE NV	Pays-Bas
KONINKLIJKE DSM NV	Pays-Bas
KOREA INVESTMENT & SECURITIES CO LTD	Corée du Sud
KORIAN	France
KPN BV	Pays-Bas

Émetteur	Pays
KWEICHOW MOUTAI CO LTD	Chine
LAIR LIQUIDE SA POUR LETUDE ET LEXPLO DES PROCEDES GEORGES CLAUDE SA	France
LA POSTE SA	France
LANXESS AG	Allemagne
LEG IMMOBILIE SE	Allemagne
LEGRAND SA	France
LEROY SEAFOOD GROUP ASA	Norvège
LG CHEM LTD	Corée du Sud
LI NING CO LTD	Chine
LINDE AG	Allemagne
LINK REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	Hong Kong
LIVE NATION ENTERTAINMENT INC	États-Unis
LONGFOR GROUP HOLDINGS LTD	Chine
LOREAL SA	France
LUMIBIRD	France
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE	France
LYONDELLBASELL INDUSTRIES NV	Corée du Sud
MADRID COMMUNITY OF	Espagne
MEDIOBANCA BANCA DI CREDITO FINANZIARIO SPA	Italie
MEITUAN	Chine
MERCIALYS SA	France
MERCK & CO INC	États-Unis
MGI DIGITAL TECHNOLOGY SA	France
MICROSOFT CORPORATION	États-Unis
MIDEA GROUP CO LTD	Chine
MINISTRY OF FINANCE JAPON	Japon
MITRE REALTY EMPREENDIMENTOS E PARTICIPACOES SA	Brésil
MITSUBISHI CORPORATION	Japon
MITSUBISHI UFJ TRUST AND BANKING CORPORATION	Japon
MORGAN STANLEY	États-Unis
MOSAIC CO/THE	États-Unis
MOWI ASA	Norvège
MYTILINEOS SA	Grèce
NATIONAL GRID COMPANY PLC (THE)	Corée du Sud
NATURGY ENERGY GROUP SA	Espagne
NESTE OYJ	Finlande
NESTLE SA	Suisse
NEUROCRINE BIOSCIENCES INC	États-Unis
NEXTERA ENERGY INC	États-Unis
NICHIREI CORPORATION	Japon
NOKIA OYJ	Finlande

Émetteur	Pays	Émetteur	Pays
NOVO NORDISK FOUNDATION	Danemark	SAFRAN SA	France
NVIDIA CORPORATION	États-Unis	SAGAX AB	Suède
ODAKYU ELECTRIC RAILWAY CO LTD	Japon	SAMPO PLC	Finlande
OLD DOMINION FREIGHT LINE INC	États-Unis	SAMSUNG ELECTRONICS CO LTD	Corée du Sud
ORANGE SA	France	SANOFI SA	France
ORPEA	France	SAP SE	Allemagne
PACKAGING CORP OF AMERICA	États-Unis	SCHNEIDER ELECTRIC SE	France
PENTAIR PLC	Corée du Sud	SCOR SE	France
PEPSICO INC	États-Unis	SEB SA	France
PERNOD-RICARD SA	France	SHENZHEN MINDRAY BIO-MEDICAL ELECTRONICS CO LTD	Chine
PETROLEOS MEXICANOS	Mexique	SHERWIN-WILLIAMS COMPANY (THE)	États-Unis
PETROLIAM NASIONAL BHD	Malaisie	SIEGFRIED HOLDING AG	Suisse
PFIZER INC	États-Unis	SIEMENS AG	Allemagne
PILGRIMS PRIDE CORP	États-Unis	SIEMENS ENERGY AG	Allemagne
PING AN INSURANCE GROUP CO OF CHINE LTD	Chine	SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY SA	Espagne
PLUG POWER INC	États-Unis	SIKA AG	Suisse
POOL CORPORATION	États-Unis	SINGAPORE (REPUBLIC OF)	Singapore
POWER ASSETS HOLDINGS LTD	Hong Kong	SITC INTERNATIONAL HOLDINGS CO LTD	Hong Kong
PPB GROUP BHD	Malaisie	SOCIETE GENERALE SA	France
PPG INDUSTRIES INC	États-Unis	SODEXO SA	France
PSP CAPITAL INC	Canada	SOFTBANK GROUP CORP	Japon
PTT PCL	Taiwan, Province de Chine	SOITEC	France
PUBLICIS GROUPE SA	France	SOLAREEDGE TECHNOLOGIES INC	Israël
RAIFFEISEN BANK INTERNATIONAL AG	Autriche	SOLVAY SA	Belgique
REC LIMITED	Inde	SONY CORP	Japon
RECKITT BENCKISER GROUP PLC	Corée du Sud	SOPRA STERIA GROUP	France
RECORDATI SPA	États-Unis	SOUTHERN COMPANY (THE)	États-Unis
REGION OF ILE DE FRANCE	France	SPAREBANK 1 SMN	Norvège
RELIANCE INDUSTRIES LTD	Inde	SPIE SA	France
RENAULT SA	France	SSAB AB	Suède
REPSOL SA	Espagne	STATKRAFT AS	Norvège
REXEL SA	France	STELLANTIS NV	Pays-Bas
RIO TINTO LTD	Australie	STMICROELECTRONICS NV	Suisse
RITHM CAPITAL CORP	États-Unis	SUMITOMO MITSUI TRUST HOLDINGS	Japon
RIYAD BANK	Arabie Saoudite	SUNNOVA ENERGY INTERNATIONAL INC	États-Unis
RIZZOLI CORRIERE DELLA SERA MEDIAGROUP SPA	Italie	SUOFEIYA HOME COLLECTION CO LTD	Chine
ROYAL BANK OF CANADA	Canada	SWEDBANK AB	Suède
ROYAL UNIBREW A/S	Danemark	SWISS RE AG	Suisse
RUBIS SCA	France	SWISSCOM AG	Suisse
RWE AG	Allemagne	SUISSE (CONFEDERATION OF)	Suisse

Émetteur	Pays	Émetteur	Pays
SYMRISE AG	Allemagne	UNITEDHEALTH GROUP INC	États-Unis
TAIWAN SEMICONDUCTOR MANUFACTURING CO LTD	Thaïlande	VALEO SE	France
TELEFONAKTIEBOLAGET LM ERICSSON	Suède	VEOLIA ENVIRONNEMENT SA	France
TELEFONICA SA	Espagne	VICAT SA	France
TELENOR ASA	Norvège	VIFOR PHARMA AG	Suisse
TELEPERFORMANCE	France	VINCI SA	France
TENAGA NASIONAL BHD	Malaisie	VIRBAC SA	France
TENCENT HOLDINGS LTD	Chine	VISA INC	États-Unis
TERNA ENERGY SA	Grèce	VIVENDI SE	France
TESCO PLC	Corée du Sud	VODAFONE GROUP PLC	Corée du Sud
TESLA INC	États-Unis	VOLKSWAGEN AG	Allemagne
TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES LTD	Israël	VONOVIA SE	Allemagne
TEXAS INSTRUMENTS INC	États-Unis	WALMART INC	États-Unis
THALES SA	France	WELLS FARGO & COMPANY	États-Unis
T-MOBILE US INC	États-Unis	WENDEL SE	France
TMX GROUP LTD	Canada	WEST FRASER TIMBER CO. LTD	Canada
TOKYO CENTURY CORP	Japon	WH SMITH PLC	Corée du Sud
TORONTO-DOMINION BANK/THE	Canada	WIENERBERGER AG	Autriche
TOTALENERGIES SE	France	WOORI BANK	Corée du Sud
UCB SA	Belgique	WORLDLINE SA	France
UMICORE SA	Belgique	WUXI BIOLOGICS (CAYMAN) INC	Chine
UNEDIC	France	XIOR STUDENT HOUSING NV	Belgique
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD SE	France	YARA INTERNATIONAL ASA	Norvège
UNICREDIT SPA	Italie	ZHONGJI INNOLIGHT CO LTD	Chine
UNITED PARCEL SERVICE INC	États-Unis		